

FRANCE

JUILLET 1958 - N° 11 - 150 F

FORUM



L'ARMÉE, CETTE INCONNUE

COURRIER DES LECTEURS

Pour que les jeunes s'engagent...

Le souci de ma génération, tel que le confirment les réponses à votre enquête, est celui de l'efficacité.

L'immobilisme gouvernemental depuis 1947, l'arrêt des réformes de structure ébauchées à la Libération dans le domaine social et celui de nos rapports avec l'outre-mer ont fini par dissuader bon nombre de jeunes à s'inscrire à des partis où ils estimaient impossible d'œuvrer efficacement pour le bien commun.

Ils ont préféré se consacrer au syndicalisme, à l'action catholique ou sociale, aux mouvements de jeunesse, tout en entreprenant au sein de ces organismes un sérieux effort de formation des militants pour une action politique à plus longue échéance.

Les événements récents montrent les dangers d'un tel choix. Jamais des efforts individuels de charité ou de justice sociale ne sauraient aboutir sans action collective efficace sur le plan politique.

On voit mal l'abbé Pierre poursuivre son apostolat en régime communiste ou Barbu son expérience sous la « dictature des colonels ».

De ce qui précède il faut, semble-t-il, tirer deux conséquences :

— l'extrême division de la gauche non communiste et souvent sur des problèmes mineurs (mode de scrutin, loi Barangé) est un obstacle majeur à l'engagement politique des jeunes. Il est urgent d'opérer un rassemblement des forces démocratiques autour des organisations politiques qui ont manifesté leur confiance dans la République et qui se situent à égale distance du parti communiste et des forces conservatrices.

— Beaucoup de parlementaires sont à tort ou à raison déconsidérés auprès des jeunes à cause de leur impuissance à faire aboutir des réformes concrètes.

Il faut donc que la gauche non communiste se plie à un renouvellement du personnel politique.

H. L..., des jeunes M. R. P. de la Seine.

Nouvelles dimensions du politique et du social

L'article d'Henri Fabre relatif à l'évolution des rapports du syndica-

lisme et du politique m'a beaucoup intéressé.

Lors du dernier congrès de l'Union Nationale des Secrétariats Sociaux, un rapport a été présenté sur les « Nouvelles dimensions du Politique et du Social », qui aborde un sujet assez voisin. Voici, sommairement résumée, la thèse qui s'y trouve développée.

Compte tenu de la complexité du monde moderne, les problèmes particuliers à chaque secteur d'activité s'imbriquent dans les problèmes nationaux, et ceux-ci s'imbriquent dans les problèmes mondiaux.

Chaque groupe se trouve ainsi contraint, même pour défendre ses intérêts propres, à s'établir dans des perspectives de dépassement de son secteur particulier, à concevoir son activité dans le cadre même d'une politique nationale, et donc à esquisser, au moins dans ses grandes lignes, toute une politique de la Nation spécialement dans son secteur, mais sans ignorer les autres.

Ainsi, un syndicat agricole qui veut défendre l'intérêt de ses membres, par exemple, en ce qui concerne le prix des céréales, est amené à esquisser dans ses grandes lignes toute une politique de l'agriculture française, donc du commerce français, par le biais des importations et des exportations.

D'autre part, en raison de la complexité des problèmes actuels, le pouvoir politique est lui-même impuissant à élaborer et à exécuter à lui seul une politique qui met en jeu des données techniques qui lui échappent partiellement.

En conséquence, il semble qu'aujourd'hui la découverte et la réalisation du bien commun national ne puissent être l'affaire des seules instances politiques, au sens strict, mais que toutes les activités, y compris celles des groupements particuliers, doivent y concourir.

Sices conceptions sont justes, l'État, certes, doit garder sa fonction souveraine d'arbitrage et de décision ; mais le rôle reconnu aux forces économiques et sociales pour l'élaboration ou l'application de la politique générale de la Nation ne devrait-il pas, non seulement conduire à les consulter plus systématiquement dans le cadre des organismes constitutionnels, mais encore inviter les partis politiques à

« repenser » leurs rapports organiques avec ces groupes, et peut-être même, leur propre structure interne ?

G. S..., Paris.

Propagande et démocratie

Je voudrais que, dans un prochain numéro, vous traitiez du problème de la compatibilité entre propagande officielle et démocratie. Que le pouvoir doit informer l'opinion, comme l'affirme Joseph Fontanet dans l'éditorial du dernier « France-Forum », me paraît parfaitement exact. Mais où s'arrête la propagande licite et où commence le viol des foules ? La question mériterait d'être examinée au moment où certains, après avoir découvert les méthodes d'action psychologique de la guerre révolutionnaire, paraissent vouloir les transposer dans le domaine de l'action politique.

A. C..., Toulouse.

Feu la politique assimilationniste

Si les pages de votre dernier numéro, consacrées à l'actualité politique, ont été un peu dépassées par le rythme précipité des événements, le remarquable article de Germaine Tillion doit nous donner particulièrement à réfléchir, au moment où, en Afrique du Nord, on parle à nouveau d'intégration.

Je ne vois pas comment on pourrait réfuter la démonstration de Germaine Tillion montrant pourquoi la politique assimilationniste est impraticable. Elle rejoint les conclusions de toutes les études faites sur les conditions du progrès dans les pays sous-développés. Ces études montrent que la première de ces conditions est de mettre les populations en situation de responsabilité.

Plus peut-être encore que les arguments financiers, cette raison me paraît déterminante après la lecture de l'excellent article de Germaine Tillion.

P. S..., Mulhouse.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro 150 F
Abonnement : 8 numéros par an ... 1 000 F

SOMMAIRE

N° 11 — JUILLET 1958

ÉDITORIAL	La réforme de l'État, par Maurice-René Simonnet	3
AU FORUM	La pensée politique du Père Teilhard de Chardin	16
	<i>La pensée du philosophe du « Phénomène humain » est-elle démocratique ?</i>	
ENQUÊTE	L'armée dans la crise actuelle, par XXX	21
	<i>Il est urgent de rompre l'isolement mental mutuel des militaires et des politiques pour éviter entre eux des oppositions plus grandes que celles qui viennent de se produire.</i>	
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI	● Des forces à regrouper dans une structure nouvelle, par Joseph Fontanet	9
	<i>Les partis, les syndicats et les mouvements sociaux saisiront-ils l'occasion de rénover leurs schémas traditionnels de pensée et d'action pour les adapter aux données nouvelles de la vie civique ?</i>	
	● Les États-Unis et l'Amérique latine, par Henri Marsan	12
LES PROPOS DE NOTRE TEMPS	Éloge de la IV ^e République, par Étienne Borne	34
NOS RUBRIQUES	Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.	
NOS CHRONIQUES	Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.	
NOTES DE LECTURE	Revue des Livres, Revue des Revues.	

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné (Nom et Prénoms) :

Adresse :

Profession :

déclare souscrire un abonnement d'un an à la revue « France-Forum ». Je vous adresse le montant en chèque bancaire - mandat-poste - mandat-carte - versement C. C. P. PARIS 14-788-84

A le

Signature :

TARIF D'ABONNEMENTS	Ordinaire	Soutien	Le numéro
France Métropolitaine	1 000	2 000	150
Autres pays	1 100	2 000	170

● **Les embarras de L'Express.** — L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle a jeté dans les affres de la plus cruelle incertitude les lecteurs de *L'Express* habitués à recevoir chaque semaine sur les événements et les hommes leur ration de jugements aussi péremptoirs qu'intelligents. Cette fois, l'hebdomadaire qui pratiquait avec tant de bonheur la direction des consciences politiquement avancées en est réduit à confesser publiquement ses embarras et à juxtaposer platement les raisons du oui et les raisons du non. M. François Mauriac est d'esprit et de cœur avec le général de Gaulle, car la grandeur toujours reconnaît la grandeur, et les sublimes de ces deux artistes de la politique ne peuvent que naturellement s'amalgamer; il a fallu que M. François Mauriac immolât ses anciennes idoles à sa nouvelle passion et rejetât du coup hors de son ciel MM. Mendès-France et Mitterrand, qui ont pris des attitudes contradictoires aux siennes et dont il n'y a pas si longtemps l'auteur du « Bloc-notes » admirait l'infailible sens politique. Par contre, M^{me} Françoise Giroud et M. Jean-Jacques Servan-Schreiber sont d'autant plus de glace pour le général que M. François Mauriac est de feu. Comment, alors, le lecteur de *L'Express* pourrait-il mettre à la température juste les sentiments que doit éprouver un intellectuel de gauche pour le troisième gaullisme ?

Par un mystère dont on n'a pas réussi à trouver la clef, *L'Express*, toujours jusqu'ici à l'avant-garde de l'information, a négligé de faire connaître à ses lecteurs les discours par lesquels M. Mendès-France et avec plus de détermination encore M. Mitterrand ont pris la tête de l'opposition non communiste au gouvernement du général de Gaulle. M. François Mauriac ne souffrirait-il pas d'être contredit dans son si proche voisinage ? Ou peut-être est-il inopportun de donner aux fidèles d'une religion polythéiste le spectacle dévalorisant d'un désaccord entre les dieux ?

● **La condition ministérielle.** — Que le général de Gaulle soit républicain, et plutôt plusieurs fois qu'une, nul ne le conteste, d'autant plus qu'il protège et fait coexister pacifiquement dans son ministère des Républiques fort différentes depuis la République proche de ses sous et en bas de laine que chérit M. Antoine Pinay jusqu'à la République à la tête épique et aux ailes de flamme dont le culte fait entrer en transes M. André Malraux. Avec celui-ci, la gauche du gaullisme est représentée avec éclat au gouvernement dans un poste aux attributions impré-

cises et qui ressemble à un grand ministère de l'imagination chargé sans doute de fournir en idées insolites, en formules magiciennes, en gestes symboliques, les collègues besogneux et moins bien doués. Il est dommage que M. André Malraux, friand de spectacles colorés et effervescents, ait été privé du voyage d'Alger sans doute parce qu'il avait tout récemment signé une protestation contre la saisie du livre de Henri Alleg sur la torture. Il a

Proust, sujet d'une difficulté peut-être excessive pour des garçons et des filles qui, pour être les premiers de leurs classes, sont encore au niveau du baccalauréat. A son entrée au lycée de Casablanca, M^{lle} Hourya ne savait, dit-on, que l'arabe. Cette belle réussite n'est pas sans signification; elle montre quelles sortes de victoires la France est capable de remporter en Afrique par les armes de sa culture et de son esprit.

● **La Pira parlementaire.** — M. La Pira, l'un des hommes les plus en vue de la démocratie-chrétienne, s'il n'a pu reconquérir sa mairie de Florence, vient d'être élu député aux dernières élections italiennes. Cet homme de foi et de désintéressement, dont l'action politique apparaît comme la surabondance d'un étonnant dynamisme évangélique, est la bête noire dans son pays de tous les conservatismes et même d'un certain catholicisme traditionnel. On se demande avec une curiosité tantôt sympathique, tantôt malveillante, ce que vont être ses débuts dans la vie parlementaire. Va-t-il lutter pour la fameuse « ouverture à gauche » ? Se consacra-t-il à une action plus purement spirituelle ? L'expérience est de celles qui peuvent avoir valeur doctrinale pour la démocratie européenne tout entière.

● **Scènes de la vie parlementaire.** — Lorsqu'il s'agit de M. Guy Mollet, la petite histoire débouche vite dans la grande; le rôle du secrétaire général de la S.F.I.O. dans la crise nationale récente appartient en effet à l'une et à l'autre. Dès la nuit du 13 mai et en même temps qu'il entre dans le gouvernement de M. Pierre Pflimlin, M. Guy Mollet se sent invinciblement attiré vers Colombey-les-deux-Églises; il écrit de son propre chef au général de Gaulle une lettre que celui-ci ne peut manquer de considérer comme le premier temps d'une ouverture officielle; le crédit de M. Guy Mollet est grand à l'Élysée, et il ne manque pas d'en user; contre la révolte de son groupe, il fait donner l'autorité morale de M. Vincent Auriol qui opère en peu de temps les conversions nécessaires. Qu'on l'en blâme ou qu'on l'en loue, M. Guy Mollet aura été au premier rang de ceux dont l'action convergente a contraint M. Pierre Pflimlin à démissionner et porté au pouvoir le général de Gaulle. Durant cette législature, M. Guy Mollet, araignée au centre de la toile, a tissé tous les fils et mené le jeu avec une habileté consommée. Le règne est-il fini ? Y a-t-il un avenir politique pour M. Guy Mollet dans la V^e République ? un proche avenir le dira.

André Malraux

Ministre de l'imagination

donc été frustré de la conversation animée qu'il aurait pu avoir sur ce sujet avec quelques officiers parachutistes. Ce n'est sans doute que partie remise, le retour de l'Algérie à la légalité républicaine avançant grand train. Ce ministre hors-série ne manquera pas alors de mener une enquête de grand style parmi ces révolutionnaires de l'armée d'Afrique qui valent bien ceux du Kouou-Min-Tang, et sa condition ministérielle permettra sans doute à M. André Malraux d'ajouter un chapitre de forte saveur et de grand sens à sa célèbre *Condition humaine*.

● **Première en français.** — L'unique prix de français du concours général (un second prix, le premier prix n'ayant pu être décerné) a été enlevé par une jeune Marocaine, M^{lle} Hourya Bennis, élève du lycée français de Casablanca. Il s'agissait de comparer deux types de critique littéraire, celui de Sainte-Beuve et celui de Marcel

LA RÉFORME DE L'ÉTAT

MAURICE-RENÉ SIMONNET.

« LA Réforme de l'État ? Encore une idée de droite ! » Voilà ce qu'ont pensé des hommes de gauche en apprenant que le Gouvernement projetait de réviser la Constitution.

Certes, la gauche française s'opposa maintes fois dans le passé aux campagnes révisionnistes de la droite et redouta longtemps de donner plus d'autorité et de pouvoir au Gouvernement. Car la gauche se méfiait de l'État. Elle aurait tort aujourd'hui de conserver cette position qui est dépassée.

Les événements d'Algérie ont prouvé qu'un État faible doit composer avec l'armée, voire avec ceux qui se sont emparés par la violence d'une partie du pouvoir. Les libertés des citoyens et le fonctionnement normal de la démocratie ne sont plus de nos jours menacés par l'État, mais bien garantis par lui.

Des tâches qui réclament un État fort.

Et comment ceux qui souhaitent que la France pratique une politique généreuse outre-mer conserveraient-ils la nostalgie d'un État faible ? Ce que la France peut encore réussir en Afrique, c'est de substituer aux anciens liens de subordination entre la métropole et ses colonies — qui sont de toute façon condamnés — des liens nouveaux d'association. Si à Paris il n'y a qu'un Gouvernement faible et précaire, alors le vieux lien colonial disparaîtra sans être remplacé par rien. C'est ce qui est, hélas ! arrivé en quelques points duglobe. Et par réaction, les Français qui vivent au-delà des mers, et spécialement ceux qui sont d'origine européenne, pour éviter d'être abandonnés par la mère-patrie, se raccrochent désespérément aux liens actuels et empêchent quiconque d'y toucher. Seul un Gouvernement fort pourra leur donner l'assurance que la France ne se sépare pas de ses territoires d'outre-mer en les décolonisant.

Et sur le plan social, quel homme de gauche ne voit que la plupart des progrès accomplis sont dus à l'intervention de l'État qui a rendu obligatoires des mesures dont ne bénéficiaient jusqu'alors que les employés de quelques patrons particulièrement compréhensifs ? La force de l'État est encore aujourd'hui nécessaire pour protéger le travailleur salarié. Mais pas seulement lui ; tous les Français ont besoin d'un État assez fort pour faire triompher en toutes circonstances l'intérêt général sur les intérêts particuliers de mieux en mieux organisés et de plus en plus puissants.

Dans le domaine économique, la gauche accepte l'intervention de l'État, que la droite redoute et refuse. Mais lorsque les gouvernements sont instables, lorsque de ce fait plusieurs politiques différentes, voire contradictoires, se succèdent tous les six mois ou même tous les dix-huit mois, alors le rôle économique de l'État aboutit à de telles incohérences que beaucoup de citoyens demandent aux pouvoirs publics de ne plus intervenir du tout dans l'économie. Ainsi les interventions sans continuité de l'État ont abouti à renforcer le courant favorable au libéralisme économique, doctrine pourtant bien incapable de résoudre les problèmes

de notre siècle. Le seul succès économique de la IV^e République, ce sont les plans de modernisation qui ont permis de rénover notre équipement vieilli et inadapté. Mais ces plans, les hommes de gauche doivent le reconnaître, n'ont réussi que parce qu'ils ont été appliqués avec continuité. Et ils n'ont pu l'être que parce qu'ils n'ont été ni soumis au Parlement, ni confiés à un ministre éphémère, mais à un commissaire qui restait le même quand les ministres changeaient. Les plans n'ont pas réussi grâce au régime parlementaire, mais bien parce qu'ils étaient en marge du régime parlementaire.

Et comment les Européens n'auraient-ils pas hâte de voir la France gouvernée par un État réformé ? C'est en France qu'est née l'idée généreuse et moderne de construire l'Europe. D'autres nations ont suivi. Et quand nous leur avons proposé de faire un pas nouveau dans la voie de l'intégration européenne et, après avoir mis en commun le charbon et l'acier, de mettre en commun les armées, nos voisins européens ont accepté, bien que leurs préférences aillent à l'entrée directe de l'Allemagne dans le pacte atlantique. Mais, au jour de la ratification, le Gouvernement français n'était plus le même, et la France a détruit le traité qu'elle avait elle-même proposé. Malgré cet échec, les nations européennes ont décidé de faire sur d'autres plans de nouveaux pas en avant sur la voie de l'intégration européenne. La Communauté atomique et la Communauté économique sont nées. Et voilà que la France, ayant changé de gouvernement, ne parle plus de l'Europe et semble souhaiter un ajournement du Marché Commun. Comment convaincre-nous nos partenaires de ne pas accepter alors cette zone de libre échange qui serait la ruine de notre économie ? Nous aurions pu être la nation marchant en tête de l'Europe ; l'instabilité ministérielle a fait de nous le trainard de l'Europe.

Un but pour les hommes de progrès.

Le Gouvernement de la France faible et précaire, c'est l'Europe se faisant sans nous et peut-être contre nous ; pour tenir son rang et sa place en Europe, la France doit être dotée d'un Gouvernement fort et stable.

Le Gouvernement faible et précaire, c'est le rôle économique de l'État contesté ; pour intervenir dans l'économie, le Gouvernement doit être fort et stable.

Le Gouvernement faible et précaire, c'est l'État domestiqué ; pour être l'arbitre impartial, le Gouvernement doit être fort et stable.

Le Gouvernement faible et précaire, c'est la métropole qui passe de raidissements tardifs en abandons précipités ; pour être libéral outre-mer, le Gouvernement doit être fort et stable.

Le Gouvernement faible et précaire, c'est la République menacée ; pour que la France reste un pays de liberté, le Gouvernement doit être fort et stable. C'est le but de la Réforme de l'État, un but que les hommes de progrès se doivent d'approuver.

● La France possède la moitié de la superficie agricole de l'Europe des Six.

d'engrais à l'hectare que la Turquie ou l'Irlande, et pour l'ensemble des pays européens, la France est au 10^e rang en ce domaine.

Elle est toujours au 10^e rang pour les tracteurs, et ceci prend toute son importance lorsqu'on ajoute que, pour 100 ha cultivés, la France occupe 37 personnes, l'Allemagne 52, les Pays-Bas 87.

LA PRODUCTION AGRICOLE DOIT AUGMENTER. — Elle doit augmenter pour répondre à des besoins non seulement nationaux, mais eurafricains et mondiaux. Nous n'avons pas le droit, gérant d'une des terres les plus riches du globe, de ne pas la faire servir pour répondre aux besoins des peuples sous-alimentés. Elle doit augmenter, pour accroître le niveau de vie du paysan, et l'augmentation de la production sera pour lui plus bénéfique qu'une seule augmentation des prix. Elle doit augmenter, dans l'intérêt de la France tout entière pour sa stabilité économique et sociale, pour sa balance des paiements. Certes, il y a eu progrès, et si, avant 1939, nos exportations agricoles ne couvraient en valeur que 33 % de nos importations, nous avons atteint 94 % en 1954 et dépassé 115 % en 1955, permettant ainsi une précieuse rentrée de devises.

LA PRODUCTION AGRICOLE PEUT AUGMENTER, si le pays accepte l'effort d'investissement humain et financier nécessaire. Investissement humain en permettant à la terre une densité de population active suffisante, faute de quoi la culture extensive nous interdira l'augmentation de production souhaitée. Investissement humain également par un enseignement et une vulgarisation professionnels suffisants. La production peut augmenter, mais les produits agricoles doivent être payés à des prix normaux. Entrant dans le marché commun, nous devons abandonner tout protectionnisme, et le consommateur doit en tenir compte. Certes, si l'industrie des engrais, des carburants ou du machinisme peut fournir les produits nécessaires à l'agriculture, ces produits doivent lui être fournis à des prix comparables à ceux connus par les agriculteurs étrangers. Les exploitants agricoles français ne peuvent pas payer les matières premières 35 % plus cher et vendre au même prix.

Le Marché Commun doit changer cette situation ; l'agriculture française s'y engage loyalement et il faut espérer qu'aucun protectionnisme industriel ne

Notre terre peut produire davantage.

● Importance économique de l'agriculture.

La production agricole française, pour la campagne 1956-1957 et malgré les pertes dues aux intempéries, se chiffre à 2 650 milliards dont 950 milliards de production végétale et 1 650 milliards de produits animaux.

La seule production de viande — 810 milliards — dépasse le chiffre d'affaires de la sidérurgie française ou de l'industrie chimique, laissant loin derrière la production automobile qui ne dépasse guère le montant de la production laitière. Cette dernière est supérieure à la production de charbon, tandis que les produits de basse-cour atteignent sensiblement le même total que le chiffre d'affaires de l'E. D. F.

Pour ses seules dépenses d'exploitation et non compris fermages, salaires, charges sociales, l'agriculture dépense plus de 550 milliards par an, dont 120 milliards d'engrais, 60 milliards de carbu-

rants, etc. C'est dire l'importance de la clientèle agricole pour l'industrie.

Importante sur le plan national, l'agriculture française a une place importante dans la production européenne de blé, apportant 40 % de la production de blé, un tiers des céréales secondaires et des betteraves sucrières, plus du quart des fruits et légumes et le cinquième des produits laitiers et produits de basse-cour.

Mais elle dispose pour cela de la moitié de la superficie agricole de l'Europe des Six. Et nous touchons là un grave problème; tout en précisant que les comparaisons de surface ne sont valables qu'avec une correction de fertilité, il faut prendre conscience que la production française est une production minimum.

L'agriculture française n'utilise que 36,500 kg d'éléments fertilisants par hectare, alors que les Pays-Bas atteignent 192 kg d'engrais à l'hectare, 38 départements français n'utilisent pas plus

● Plus de 50 ans pour venir à bout de la crise du logement ?

viendra interdire l'équilibre nécessaire du prix des matières premières. Il reste à espérer que le gouvernement ne décevra pas l'espoir mis par les paysans dans la réalisation de la Communauté Économique Européenne.

● Où en est la construction de logements ?

La publication récente, par l'Institut National de la Statistique, d'un recueil des indications fournies depuis cent ans par les recensements sur les conditions d'habitat des Français, souligne l'extrême acuité de la crise actuelle du logement.

Des chiffres, hélas trop connus, reviennent tout au long de ces pages. Près de 2 millions de logements, environ un sur sept, sont en état de « surpeuplement critique », c'est-à-dire sont habités par 3 personnes et plus dans une pièce, 4 dans deux pièces, 6 dans trois pièces, etc. Ce que l'on sait moins, c'est que près de la moitié de ces logements sont situés dans des communes rurales.

En tenant compte de l'ensemble des logements surpeuplés de façon anormale, quoique cependant moins grave, on arrive à la proportion d'un logement sur quatre surpeuplé en moyenne. Dans la banlieue parisienne, la situation est plus dramatique, puisque c'est le quart de la population qui vit dans des logements surpeuplés de façon critique, et un autre cinquième dans des logements surpeuplés de façon anormale.

Dans l'ensemble de la France, il y a 36 800 familles de 8 personnes habitant dans deux pièces et 30 500 de 9 personnes logés dans trois pièces. Un jeune ménage sur trois n'a pas de logement normal, un sur huit environ vivant en hôtel, en meublé ou en sous-location, et un sur six chez les parents de l'un des époux.

Pour empêcher que la crise ne s'aggrave, on a calculé qu'il fallait bâtir en moyenne 210 000 logements par an. C'est le total qui a été atteint pour la première fois en 1955 : entre 1945 et 1955, la situation avait donc continué à se détériorer. Pour combler notre retard, évalué à près de 4 millions de logements, dans des délais raisonnables, il faudrait donc réussir à dépasser largement le chiffre de 210 000 logements par an. Même si ces chiffres sont surévalués, comme l'affirment certains experts, et si les besoins annuels nouveaux

M. Sudreau relancera-t-il ce chantier ?

● Le bouclier de l'O.T.A.N. face au glaive soviétique.

adéquat et de moyens de représailles écrasantes susceptibles d'être exercées immédiatement en cas d'agression définit le concept stratégique de l'O.T.A.N. caractérisé par le général Gruenther comme étant celui de « l'épée et le bouclier ».

Le « bouclier », ce sont les forces terrestre, navale et aérienne dont le rôle, en cas d'agression, serait de « tenir » jusqu'à ce que les représailles exercées par les unités qui constituent l'épée aient réussi à briser l'offensive de l'ennemi.

« L'épée », c'est la puissance de représailles immédiates par l'intervention des bombardiers ultra-modernes du Strategic Air Command (S.A.C.) américain et du British Bomber Command du Royaume Uni, capables de transporter les bombes nucléaires les plus puissantes.

En fait, jusqu'à ces dernières années, la suprématie atomique américaine était si indiscutable qu'elle dissuadait, par sa seule menace, toute velléité d'agression. Le rôle du « bouclier » était surtout d'empêcher des actions locales, susceptibles de dégénérer en guerre générale, ainsi que de maintenir à distance les forces ennemies pour protéger les bases à partir desquelles devaient s'exercer les représailles éventuelles. Sans ces bases, la puissance des attaques aériennes lancées par l'O.T.A.N. serait en effet dangereusement affaiblie. Mais du fait des progrès soviétiques en matière atomique, la suprématie américaine tend à s'atténuer. Un certain équilibre atomique tend à s'instituer. S'il se réalisait, aucun des deux Grands ne pourrait être certain de neutraliser l'adversaire. Dès lors, les armes conventionnelles retrouveraient toute leur valeur.

Il est donc nécessaire de s'interroger sur la valeur du « bouclier » de l'O.T.A.N., face au glaive soviétique.

Le total des divisions russes et celles des satellites face aux 800 km de frontières qui séparent la mer du Nord de la Suisse reste constant. On l'estime à 50 divisions mécanisées et blindées et 5 000 avions de ligne. Mais la qualité de leur armement est en très net progrès, et leur approvisionnement, leur entraînement, leur commandement leur permettraient d'agir instantanément avec une grande efficacité.

En face, les alliés, faute d'avoir accompli le programme prévu en 1953, n'ont mis sur pied que des forces inférieures. Les divisions de la future armée allemande,

« Rendez-moi mes légions. »

Le général Nordstad

n'étaient que de 175 000 logements pour tenir compte des mouvements démographiques et du renouvellement des immeubles, 2 300 000 appartements supplémentaires devront suffire pour faire face au surpeuplement actuel et au remplacement des taudis, on voit l'ampleur de l'effort à accomplir pour redresser véritablement la situation.

De 1947 à 1950, le Plan Monnet avait prévu 600 000 logements : 300 000 seulement furent commencés et 186 500 terminés. A partir de 1951, l'évolution fut plus favorable, et en 1956, 236 500 logements furent terminés, 310 000 étant commencés pendant la même année. Mais alors que les responsables espéraient avoir ainsi atteint enfin un niveau de construction plus adapté aux besoins, des craquements se firent entendre tant sur le marché du bâtiment, les possibilités physiques des entreprises paraissant sur le point d'être dépassées, et des tensions dangereuses se faisant sentir tant en matière de main-d'œuvre et de prix de matériaux,

que dans le fonctionnement du système de financement.

A la suite de mesures restrictives que le gouvernement crut devoir prendre dès lors, un sérieux coup de frein a été donné à la construction. Compte tenu de 20 000 logements escomptés dans le secteur libre, il sera difficile d'atteindre 220 000 logements commencés en 1958, au lieu de 310 000 en 1956.

Même dans les meilleures des hypothèses énoncées ci-dessus, à ce rythme, c'est plus de cinquante ans qu'il nous faudrait pour venir à bout de la crise du logement.

● Que vaut le bouclier de l'O.T.A.N. ?

La politique de défense de l'Alliance Atlantique consiste à éviter la guerre en décourageant l'agresseur éventuel par la mise sur pied de moyens de défense et de représailles, à le persuader qu'un conflit ne serait pas payant pour lui. Cette association d'un système de défense

● Risques et chances de l'automatisme.

qui devaient être au nombre de 5,3 mécanisées et 2 blindées, n'ont pas encore atteint leurs effectifs de combat. Quant à leur armement, il n'est pas réalisé; elles manquent en outre de cadres jeunes. En raison des événements d'Afrique du Nord, la France, de son côté, n'a pu maintenir en Allemagne que des unités squelettiques.

— Le montage de bloc-moteurs chez Ford (États-Unis) avec transport et mise en place automatique des pièces ne dure plus que 15 minutes contre 9 heures avec l'ancien matériel.

— Plus des 4/5 des lampes électriques du marché américain sont construites désormais dans une seule usine avec 14 machines et 14 opérateurs seulement.

conduites par 1 ouvrier tuent, plument, vident et emballent 12 000 poulets à l'heure, dans une usine des États-Unis!

À défaut de bilan, encore prématuré, semble-t-il, on s'est attaché, tout spécialement au Bureau International du Travail, à apprécier les incidences prévisibles de l'automatisme, d'un point de vue économique et social :

3 machines, 1 ouvrier, 1 200 poulets à l'heure.

Seules, les divisions américaines et anglaises sont prêtes au combat. Encore les bataillons atomiques tactiques qui les renforcent, et qui sont tous exclusivement américains, sont-ils cantonnés seulement en zone américaine, ce qui serait très préjudiciable si une intervention immédiate était nécessaire.

Il est donc indispensable, si l'on veut que le bouclier continue à jouer son rôle, pour que l'agression demeure découragée, et pour que l'épée n'ait pas à sortir du fourreau, que les forces de défense alliées soient réorganisées et dotées de moyens suffisants pour avoir la cohésion, le volume et la souplesse nécessaires.

● Le B. I. T. se préoccupe de l'automatisme.

L'automatisme est un sujet à la mode. Que signifie-t-elle au juste pour notre monde en devenir?

Quelques faits en disent plus long que des exposés :

Ce sont des usines de béton automatisées qu'utilisent les Russes pour la construction du canal Volga-Don.

— Six hommes par poste dans une même usine fournissent en Grande-Bretagne plus du 1/3 de la consommation anglaise journalière en produits pétroliers.

— Qui n'a entendu parler des « machines-transfert » de la Régie Nationale des usines Renault? À l'atelier d'usinage des moteurs de la Dauphine, à Billancourt, le bloc-moteur arrive à l'état brut, et s'y trouve usiné de bout en bout, puis contrôlé, grâce à un transfert de poste à poste par une chaîne mobile et à la présentation automatique aux outils dans les positions d'usinage.

— Et voici encore quelques exemples, pour ne pas allonger démesurément cette énumération sèche de quelques réalisations : À la Chambre des Communes à Londres, un téléimprimeur commande directement les linotypes du grand journal le *Times*; 3 machines

— accentuation de la production en grande série, standardisée, et réduction des coûts de production (peu de stocks; peu de « rebuts »; qualité meilleure); et nécessité correspondante d'un progrès de la consommation, et donc du pouvoir d'achat, pour absorber cette production accrue;

— adaptation inévitable de la petite et moyenne entreprise (productions très spécialisées; fabrication de pièces d'assemblage standard; utilisation de petites machines électroniques ou location ou achat en commun de calculatrices plus onéreuses... travaux d'entretien et de réparation...);

— possibilité de décentralisation industrielle plus poussée, la proximité des sources d'énergie et l'abondance de la main-d'œuvre n'ayant plus la même importance;

— transformation profonde de la gestion des entreprises, beaucoup moins « intuitive », beaucoup plus « scientifique » (recherche dite « opérationnelle », à l'aide des calculatrices électroniques,

des meilleurs plans de production, de distribution, de vente, etc.)

— pour la main-d'œuvre, remplacement progressif de l'ouvrier de production, donnant un effort physique important, par le technicien de tout niveau : ouvrier, agent technique, dessinateur, ingénieur, pour la conception du travail et sa surveillance, les opérations d'entretien et de réglage.

On pressent ici tous les problèmes d'adaptation de la main-d'œuvre existante, de préparation des jeunes, de transformation des conditions de travail, et surtout de garantie de l'emploi, posés par l'automatisme. Le salaire aux pièces aura tendance à être remplacé par une rémunération mensuelle correspondant à la qualification du travailleur, tandis que la réduction probable de la durée du travail accentuera très fortement la question, déjà maintes fois soulevée, de l'utilisation des loisirs, occasion de laisser aller plus ou moins nuisible ou au contraire chance accrue

de promotion culturelle et humaine.

Source de richesse en tant que réalité matérielle, l'automatisme est une source de craintes en tant que réalité psychologique et humaine, a-t-on dit à l'U.N.E.S.C.O. (Organisation mondiale de l'Éducation). Effectivement, qu'elle soit évolution technique accélérée ou seconde révolution industrielle, l'automatisme sera un moyen de libération sociale ou un asservissement économique à une froide réussite technique ou au profit égoïste d'une minorité, comme l'a été trop souvent la mécanisation du siècle dernier, selon ce qu'on en fera. Tout le problème est de ne pas la subir, comme une nécessité technique aux conséquences humaines soi-disant inéluctables, mais de la contrôler et de l'orienter vers le progrès économique et social, par une prévision économique très poussée de son développement, par l'assurance de garanties formelles à la main-d'œuvre, surtout ouvrière, qui ne doit plus en être la victime, mais l'une

des premières bénéficiaires (salaire garanti, participation aux résultats, reclassement professionnel, durée réduite du travail, abaissement de l'âge de la retraite...); enfin, par une indispensable coopération des chefs d'entreprises, des syndicats et des pouvoirs publics, avec arbitrage de ceux-ci, pour la détermination d'une politique économique qui, au siècle de l'automatisme, ne peut plus se permettre l'improvisation de ses données ou le manque d'adhésion de ses exécutants.

Comme le disait le Président du Comité National à la Productivité, Robert Buron, dans son allocution aux journées d'information sur l'Automatisme, organisées à Paris en 1956, il faut opposer, aux questions redoutables posées par l'automatisme, progrès technique aux dimensions mal définies, les réponses d'Œdipe au Sphinx. « Quelle que fût la question qui m'eût été posée », disait Œdipe à ceux qui l'interrogeaient avec admiration, « j'aurais répondu l'homme ».

CHARLES DE GAULLE, OU LE SECRET DU PRINCE

*C*et grand corps ne trompe pas son monde; on sait au premier coup d'œil que la forteresse est imprenable, que la montagne est bien établie dans sa permanence et sa certitude. Le sourire et les grâces n'ont pas coutume de voltiger là-haut sur ce visage dont la mine longue et abrupte ne connaît pas l'art de séduire, mais n'est pas incapable d'étonner et de subjuguier. La parole lente, grave, puissamment articulée est belle comme une vérité éternelle, irréformable comme une décision de jugement dernier, qu'elle éclate au-dessus des foules enthousiastes ou qu'elle réduise au silence l'interlocuteur privé. Bien que couramment, pour l'honneur du langage, il lui arrive de parler de lui comme d'un autre, de la troisième personne, le général de Gaulle se prend vraiment pour le général de Gaulle et il sait à chaque instant ce qu'il doit à ce grand nom et à ce grand destin.

L'homme est à la fois un volontaire et un inspiré, ce qui n'est pas surprenant, la liberté et la grâce allant toujours ensemble pour faire un haut destin. Le général de Gaulle a des raisons de se croire de connivence avec le génie de la France, puisque lorsque la patrie est au bord des suprêmes périls une main le touche à l'épaule pour le jeter d'un coup au premier rang et lui signifier le vaste devoir à remplir. Ainsi il fut le Résistant et le Libérateur. Ainsi il entre aisément aujourd'hui dans le personnage de l'Unificateur de la nation et du Restaurateur de l'État. Son erreur et son échec au temps du Rassemblement du Peuple Fran-

démord pas et à laquelle on finit pas faire plier les choses, comment nier que le général de Gaulle ait plus de génie que d'intelligence ? Il ne pense et il ne dit depuis des années qu'une seule chose, qu'il n'y a pas d'État en France, que de là viennent tous nos malheurs, et que le régime des partis est responsable de la ruine de l'État. Là où le général de Gaulle n'était pas, il n'y avait de toute évidence que le néant. On sait que le vide est maintenant bien rempli.

Grand animal politique plus encore que grand soldat, grand artiste plus encore que grand politicien, le général de Gaulle ne supportait pas que son œuvre soit restée en suspens et qu'il manque à la symphonie inachevée l'accord final. Le voici dressé à nouveau de toute sa taille, dont on ne sait si elle barre ou si elle ouvre l'horizon du futur, prenant en charge la guerre d'Algérie toute chaude et toujours en suspens, tendant d'arbitrer une guerre civile froide. Tant de contradictions ne sont résolues que symboliquement et selon l'obscur clarté d'un verbe fait pour ravir André Malraux et jeter le profane dans l'incertitude. Confiant dans son destin, artiste de l'action, le grand homme disait jadis de Gaulle, prophète de lui-même « garde par devers lui un secret de surprise, susceptible à toute heure d'intervenir ». Notre bonheur et notre honneur dépendent aujourd'hui du secret du prince. Le chroniqueur du commun doit avouer qu'il ne possède pas de grille pour l'énigme et que le portrait n'avoue pas encore.

Forteresse imprenable...

çais viendraient alors de ce que, sans attendre l'inspiration, il a prétendu forcer le destin, rentrer trop tôt en scène alors qu'il n'était pas en état de grâce historique puisque ne soufflait pas encore le vent de l'abîme.

Si être intelligent consiste à multiplier les idées souples et brillantes, chaque fois adaptées aux circonstances, et si avoir du génie c'est être envoûté par une idée simple qui est en même temps une idée fixe, dont on ne

Et. B.

DES FORCES A REGROUPER DANS UNE STRUCTURE NOUVELLE

PAR JOSEPH FONTANET

APRÈS la bourrasque qui vient d'emporter les décors anciens de notre vie politique, une vive effervescence se manifeste dans les milieux du parlement et de la presse. Il n'est question que de l'apparition des formations politiques nouvelles ou du regroupement de formations anciennes. Que penser de ces initiatives ? Pour juger des perspectives qu'elles peuvent offrir, il est nécessaire, d'abord, d'analyser la situation actuelle.

Les partis, plus encore peut-être que les institutions parlementaires, sortent de la crise frappés d'un discrédit, sans doute injuste pour une part, mais néanmoins indéniable. Or l'ébranlement provoqué par les événements d'Alger et par le retour au pouvoir du général de Gaulle a eu plusieurs conséquences, toutes favorables à l'apparition d'organisations nouvelles : une désaffection vis-à-vis des anciens partis ; un vif mouvement au sein d'une opinion brutalement tirée de son apathie ; la prise de conscience soudaine, chez de nombreux dirigeants d'organisations sociales ou professionnelles, hors des milieux politiques proprement dits, du péril qu'avaient couru et que pouvaient courir encore, à la suite des événements, les valeurs mêmes que, par leur engagement, ils entendaient défendre et promouvoir.

La désaffection vis-à-vis des anciens partis créé ainsi un vide, au moment même où, du côté du public et de certaines élites, se manifeste une disponibilité inexistante ces dernières années. Toute la question est de savoir si les anciennes formations sauront se rénover et s'adapter, ou si elles laisseront, au contraire, le champ libre aux initiatives qui, déjà, foisonnent, s'efforçant de tirer profit des circonstances pour fonder des organisations nouvelles.

La réponse, il faut le reconnaître, dépend en partie, actuellement, de l'attitude du général de Gaulle. Il a récusé les Comités de Salut public qui visaient à la création d'un parti unique. Il ne semble pas, instruit par l'expérience du

R. P. F., vouloir redevenir le chef d'un parti, et cette décision doit l'amener à s'opposer à l'utilisation de son nom par un parti qui se voudrait privilégié ou officieux. Dans ces conditions, les formations nouvelles, qui compteraient surgir grâce à la seule exploitation du courant d'opinion gaulliste, risquent de voir leur manœuvre compromise.

Une chance est donc offerte aux formations traditionnelles : répondre elles-mêmes positivement au besoin impérieux de regroupement et de régénération ressenti par l'opinion.

Elles doivent se regrouper, car le pays s'est incontestablement élevé contre la fragmentation excessive des tendances, contre les « frivoles querelles » et contre l'esprit de sectarisme qui ont été à l'origine des divisions d'hier. La meilleure formule est l'institution d'une coopération organique entre les partis qui soutiennent activement l'action du général de Gaulle, en vue, d'une part, du contact à maintenir avec le gouvernement, et d'autre part de l'action à mener lors du referendum et des prochaines élections législatives, afin de préparer la majorité gouvernementale de demain. Un tel rassemblement répondrait à coup sûr à l'attente de la majorité de l'opinion, désireuse de manifester sa volonté d'union et de renouveau, au-delà des cloisonnements étroits et des cadres rigides.

Cependant, cette initiative ne sera pas suffisante pour recréer les conditions durables d'une vie politique renouée, si les partis eux-mêmes, qui seront les composantes de ce rassemblement, ne s'adaptent pas, en se regroupant par grandes tendances et en se régénérant pour devenir des expressions plus vivantes et plus authentiques des principales familles qui composent la communauté française.

Une idée féconde, une force éparse.

Dans ces circonstances, beaucoup pensent que treize années d'un difficile

combat n'ont pas épuisé les vertus de l'idéal de militants chrétiens qui, après la libération, se sont engagés, plus nombreux que jadis, dans l'action civique et sociale. Cet idéal malgré certains échecs leur paraît contenir encore plus d'avenir que de passé.

C'est qu'un parti, un mouvement ne se construisent pas déductivement, à partir d'une idée abstraite. Ils sont d'abord essentiellement des faits historiques et sociologiques. Or personne ne peut nier qu'au total il existe dans la France d'aujourd'hui un courant démocratique d'inspiration chrétienne, dont l'audience est plus grande que l'expression politique qu'il conserve, et que c'est à lui que se rattachent le plus grand nombre des militants qui opposent au communisme, parmi la jeunesse, sur le plan social et syndical, et, malgré des insuffisances que nul ne conteste, jusque dans le domaine politique, les dévouements les plus enthousiastes, les mouvements les plus dynamiques, même si les formes de leur action sont parfois très diverses et peuvent, à l'occasion, paraître s'opposer entre elles.

Le foisonnement, souvent désordonné, des engagements que cet idéal ne cesse d'inspirer n'est-il pas d'ailleurs le meilleur signe de sa jeunesse intacte ? Mais l'heure n'est-elle pas venue que se rassemblent en un même faisceau ces forces trop éparées, non pas pour permettre à une formation politique de se prévaloir d'une quelconque référence confessionnelle à des fins électorales, mais en raison d'une communauté profonde de buts et de destin qui leur fait aujourd'hui un devoir de s'unir en approfondissant les raisons de leur engagement démocratique et social.

C'est qu'en effet nous sommes entrés dans une ère de bouleversements, où peut se jouer, pour de longues années, la forme même de notre civilisation. Il est donc nécessaire, il est donc urgent que tous ceux qui sont engagés dans l'action sociale et civique, et qui ont en commun

une même conception de la civilisation, quelles que soient par ailleurs les formes de leur engagement, prennent conscience de leur solidarité fondamentale, et comprennent que leurs préférences particulières n'ont aucun sens si, par une carence collective, ils laissent ensemble périr le principal.

D'ailleurs, si ce regroupement est rendu plus impérieux par les circonstances, sa nécessité ne procède par uniquement de celles-ci, mais résulte de données nouvelles et désormais permanentes de la vie politique et sociale. La complexité croissante de nos sociétés modernes fait que les différentes activités sont de plus en plus dépendantes les unes des autres, les divers secteurs de plus en plus solidaires. La prospérité ouvrière garantie à l'agriculture des débouchés accrus pour ses productions; l'amélioration du pouvoir d'achat des campagnes est essentielle pour l'expansion de l'industrie qui a besoin de clients plus nombreux; un accroissement de nos exportations de produits agricoles, afin de diminuer le déficit de notre balance des comptes et d'éviter le contingentement des importations de matières premières essentielles pour nos usines, est l'un des principaux moyens d'éviter les rigueurs du chômage aux foyers ouvriers; la guerre d'Algérie et plus encore peut-être les conditions dans lesquelles sera établie la paix auront, au cours des années à venir, une influence décisive sur l'économie française. Ainsi, la politique envahit tout, mais, inversement, la politique est envahie par tout; et même un secteur particulier ne peut plus ignorer les secteurs voisins.

Aucune action sociale n'a donc aujourd'hui de chances de déboucher sans liaison avec l'action des branches parallèles, et sans le relais final des instances politiques. Inversement, sans une coopération étroite avec les forces sociales et professionnelles, les groupements politiques risquent d'agir dans le vide. « Co-élaboration » et « co-opération » sont désormais pour les uns et les autres une nécessité de nature. Dans une société caractérisée par le rôle croissant des groupes et par l'avènement des masses, il serait d'ailleurs illusoire de vouloir conserver aux partis politiques une structure demeurant inspirée des formules de la démocratie individualiste des siècles derniers.

Or il existe actuellement une situation paradoxale pour tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, puisent dans l'idéal de la démocratie chrétienne les raisons de leur action. D'une part, beaucoup ressentent le besoin encore confus, mais déjà impérieux, d'un regroupement. D'autre part, la plate-forme d'un pareil regroupement paraît plus que jamais faire défaut, les jeunes

chrétiens ne sont plus guère préparés à une action temporelle d'envergure du fait de la mise en sommeil de l'A. C. J. F. Par ailleurs, les contestations auxquelles a donné lieu l'action du M. R. P. spécialement depuis 1953, jointes à l'extrême diversité des tendances qui s'expriment dans la presse d'inspiration chrétienne, aboutissent à une trop grande rareté des « carrefours » et des contacts organiques.

Construire une plate-forme commune.

Cette plate-forme, inexistante encore, peut-elle être construite? Le double sens de ce terme plate-forme indique qu'il s'agit en réalité d'un double effort à poursuivre : instituer des structures propres à accueillir ceux dont le regroupement est souhaité et à permettre leur coopération organique; formuler une doctrine, qui soit une traduction suffisamment concrète de leur idéal commun de civilisation pour fonder une convergence efficace de leurs efforts. Une telle recherche ne saurait être entreprise unilatéralement. Elle ne peut être féconde, au contraire, que si elle résulte d'une prise de conscience et d'une volonté communes.

Afin de définir la structure à créer, il faut en premier lieu savoir quels devraient être, dans un semblable regroupement, les rapports respectifs de l'organisme politique et des organismes agissant dans les autres secteurs sociaux ou professionnels.

Les fondateurs du M. R. P., en 1944, sont partis d'une intuition exacte lorsqu'ils ont voulu créer non pas un parti traditionnel, mais un mouvement, ne se donnant pas pour unique objectif la gestion au jour le jour des affaires publiques, considérées sous l'angle étroit des compétitions électorales et des joutes parlementaires, mais ayant l'ambition de transformer la société tout entière pour fonder une civilisation véritablement nouvelle. Exacte aussi dans son principe fut leur intention, d'ailleurs corollaire de la première, d'intégrer dans le mouvement les forces vives, économiques et sociales de la nation, grâce à la présence au sein des organismes directeurs et des fédérations, d'équipes spécialisées, ouvrières, rurales, jeunes, féminines et représentatives des classes moyennes.

Toutefois, l'expérience prouve que la réalisation concrète de ces idées justes n'a pas été totalement adéquate. Pourquoi? Ne serait-ce pas, peut-on se demander, parce que la confusion, en un même organisme, d'un parti politique et d'un « mouvement de civilisation » n'est pas au fond conforme, en définitive,

à la doctrine de notre famille spirituelle? Contrairement au communisme, nous ne croyons pas que l'homme soit essentiellement politique, que son achèvement suprême soit dans l'activité politique, qu'il y trouve la réponse à tous ses problèmes et à toutes ses aspirations. Aussi, pour nous, la politique ne peut-elle pas, ne doit-elle pas absorber tout l'homme et tout le social.

Une distinction des organismes correspondant à la distinction réelle des fonctions serait donc, dans cette perspective, nécessaire. Elle seule pourrait laisser au parti l'autonomie indispensable pour s'adapter aux exigences tactiques, sans compromettre le mouvement. Elle seule pourrait permettre l'intégration, dans un même mouvement, de toutes les forces vives de la famille spirituelle, y compris, bien entendu, les forces politiques, mais sans que cette intégration signifie la politisation de toutes les autres. Ainsi devraient pouvoir être évités les obstacles qui ont incontestablement entravé le développement des équipes spécialisées du M. R. P. existant *dans* et *par* le parti. Dans ce dernier cas, en effet, les militants responsables d'organisations non politiques craignent, en adhérant à de telles équipes, de compromettre leurs organisations; tandis que les responsables politiques de ces équipes ne peuvent pas éviter d'utiliser celles-ci pour l'explication et la défense des positions tactiques du parti. En réalité, le problème est d'imaginer une structure qui permette au parti politique lui-même d'exister *dans* et *par* un mouvement qui le déborde et qui fédère toutes les forces sociales et civiques se rattachant à la même famille spirituelle.

Or cette conception n'a rien d'utopique. Elle semble au contraire se dégager empiriquement, implicitement, d'un certain nombre d'initiatives prises depuis quelque temps, notamment par la C. F. T. C. : contacts entre militants ouvriers et militants ruraux pour l'élaboration de lignes d'action communes; intérêt réciproque porté par les dirigeants syndicalistes et les jeunes patrons aux recherches poursuivies, de part et d'autre, sur les problèmes de l'entreprise et de l'économie, etc.

Or si ces initiatives sont prises au départ en dehors des partis politiques, leur aboutissement n'est pas concevable, en définitive, en dehors d'une action politique, ce qui revient bien à poser le problème de structure que nous venons d'étudier.

Mais il ne suffit pas de résoudre ce problème. Nous avons dit qu'il était nécessaire de formuler également une doctrine qui soit une projection suffisamment concrète de l'idéal commun de civilisation, propre aux mouvements à

regrouper, et une synthèse intellectuelle suffisante de leurs aspirations, pour fonder une convergence efficace de leurs efforts.

Sur ce point également, les expériences auxquelles nous venons de nous référer, les orientations qui se dessinent au sein de certains organismes d'élaboration de la politique économique et dans les comités locaux d'aménagement du territoire, par exemple, permettent de constater, sur un certain nombre de principes fondamentaux, des possibilités d'accord entre des hommes, appartenant à des groupes sociaux et professionnels très divers, lorsqu'ils adhèrent à la même conception de la démocratie économique et sociale d'inspiration chrétienne.

Il est permis d'affirmer aujourd'hui, à la suite de ces exemples, que les mouvements procédant de l'idéal de la démocratie chrétienne paraissent les plus aptes à formuler une doctrine, qui concilie l'efficacité de la direction à l'économie et la sauvegarde du minimum d'autonomie de décision nécessaire à l'exercice de responsabilités créatrices et à l'épanouissement de l'homme à tous les postes de travail. Cela, ni le socialisme français actuel, orthodoxie qui survit à une foi morte, ni le néo-radicalisme mendésiste, malgré tout marqué par ses origines individualistes et libérales, n'ont su le faire.

Le creuset d'un rassemblement plus vaste.

Le mouvement qui pourrait ainsi se constituer ne réaliserait-il donc pas en définitive, mieux que tout autres, les aspirations de ceux qui recherchent la formule d'un authentique travaillisme ? Par sa base sociologique, puisqu'il plongerait ses racines dans les couches profondes de tout le peuple français, réconciliant le meilleur de ses forces vives ? Par ses aspirations, puisqu'il se donnerait pour but la réalisation d'une civilisation où le travailleur, à quelque catégorie sociale qu'il appartienne, serait appelé au maximum de dignité par le maximum de responsabilité ? Peut-être fut-ce un tort des républicains populaires de croire depuis quelques années que la condition nécessaire et suffisante d'un travaillisme était l'alliance avec les socialistes. Bien entendu, des alliances sont indispensables et le demeureront ; mais il convient d'apercevoir que le goût des socialistes pour la fonctionnarisation et la bureaucratie est une résistance peut-être aussi importante à vaincre sur la voie d'une véritable démocratie économique, que l'égoïsme ou le paternalisme des conservateurs.

Rénover le cadre... mais aussi les acteurs.

Aussi peut-on espérer qu'un regroupement de toutes les forces de progrès s'inspirant de l'idéal démocratique d'inspiration chrétienne ouvrirait des voies neuves parce qu'il serait lui-même un bon « modèle » pour un rassemblement plus vaste. Par là même, il serait ouvert sur la gauche comme sur la droite. Et si la variété des familles spirituelles et politiques françaises rend, somme toute, peu probable qu'il puisse englober comme en Italie, en Allemagne ou en Belgique, à la fois les militants ouvriers chrétiens et la majorité de ceux qui votent actuellement pour la droite indépendante, il est sûr qu'il reconquerrait une partie de ceux qui ont jadis abandonné le camp des républicains populaires, car la vie et la force attirent toujours les hésitants.

Les alliances politiques pourraient alors être les mêmes qu'auparavant : leur équilibre interne et, de ce fait, leur orientation et leur dynamisme seraient profondément modifiés. Ainsi notre famille spirituelle pourrait-elle obtenir la juste et large place qui lui revient, sans prétendre refuser aux autres la leur.

Dans un rapport qu'il présentait il y a quatre ans à Lille, sur le sens de l'engagement politique des républicains populaires depuis 1944, Étienne Borne récusait certaines contestations visant à démontrer que les « prétendues valeurs démocrates-chrétiennes » les vouaient à l'origine à la conservation sociale et au cléralisme. « Cet argument, remarquait-il, ne serait valable que si, soit le christianisme, soit les milieux de tradition chrétienne étaient spirituellement ou sociologiquement des obstacles au progrès social et humain. Nous avons fait le pari inverse, celui qui affirme qu'il y a eu et qu'il y aura toujours davantage une efficacité humaine du christianisme et des chrétiens. »

En face d'un péril plus grand, d'une urgence plus pressante qu'alors, tous ceux qui croient aux valeurs de civilisation et de progrès qu'expriment dans leur signification authentique les mots de démocratie chrétienne sauront-ils trouver la formule qui leur permettra, tous ensemble, de gagner leur pari ?

J. F.

Les États-Unis et l'Amérique latine

Vingt fois à l'O. N. U., un continent quarante fois vaste comme la France ; une population supérieure à celle des États-Unis et qui croît à un taux phénoménal, tels sont les principaux traits de l'Amérique latine, entrée en scène il y a quelques années déjà, et qui peut devenir un partenaire important dans la compétition Est-Ouest

D^e mémoire de diplomate, jamais on n'avait vu une « tournée d'amitié » se transformer en une série de manifestations hostiles, comme cela vient de se produire lors du voyage du vice-président des États-Unis, Nixon, dans plusieurs capitales d'Amérique latine. L'importance des troubles fut telle, on s'en souvient, que le gouvernement américain jugea prudent d'envoyer mille fusiliers marins dans les Caraïbes... Faut-il, avec certains commentateurs, attribuer ces faits à l'action des partis communistes locaux ? Cependant leur force numérique n'est pas particulièrement imposante dans cette région. Le journal britannique *L'Économist* l'estimait ainsi en 1956 : au Brésil : 140 000 adhérents et quelque 300 000 sympathisants ; en Argentine : environ 100 000 adhérents, mais de nombreux sympathisants, notamment à la tête d'organisations syndicales ; au Mexique : à peine 50 000 communistes ; au Pérou, au Venezuela, en Colombie, à Panama et en Uruguay : 200 000 adhérents ; au Chili : la force communiste est concentrée surtout dans les mines de cuivre et parmi les dirigeants syndicaux ; en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, forte influence particulièrement parmi les ouvriers des plantations.

Si l'influence communiste n'est pas négligeable dans les pays d'Amérique latine, il semble donc qu'elle ne puisse être la cause essentielle des événements récents. Telle fut d'ailleurs l'opinion de M. Nixon, puisque, dès son retour à Washington, il tint à conférer avec le président Eisenhower et le secrétaire d'État Foster Dulles des problèmes fondamentaux qu'il jugeait être à la base des manifestations anti-américaines et qui sont, nous allons le voir, principalement d'ordre économique.

Mais les difficultés que suscitent ces problèmes risquent de rendre les nations latines de l'hémisphère occidental plus vulnérables à l'offensive économique russe que nous l'avions laissé prévoir

dès octobre 1957, dans un précédent article de cette revue.

L'enjeu ne doit pas être sous-estimé. Les vingt républiques d'Amérique Latine s'échelonnent entre le Rio Grande del Norte et le Cap Horn. Le plus petit État est le Salvador avec 34 000 km² et 1,8 million d'habitants (soit les populations de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne réunies). Le plus grand — il faudrait écrire « immense » — est le Brésil avec ses 8 millions et demi de kilomètres carrés (plus que l'Europe) et ses 58 millions d'habitants.

Au total, 175 millions d'habitants : c'est-à-dire plus que les États-Unis (165 millions) et moins que l'Union Soviétique (200 millions).

Cette population s'accroît au rythme extraordinaire de plus de 2 % par an. Et l'an 2 000 pourrait ainsi la voir s'établir aux alentours du demi-milliard.

La production de pétrole de ces pays a représenté, en 1957, 20 % de la production mondiale (même pourcentage que le Moyen-Orient, la moitié des États-Unis). Dans l'ordre décroissant, nous trouvons : le Venezuela (146 millions de tonnes), le Mexique (12,6 millions), la Colombie (6,5 millions) ; Trinité et l'Argentine (avec chacune 5 millions). L'accroissement de la production vénézuélienne en 1957 est le plus important dans l'histoire de ce pays.

Enfin, il est inutile d'insister sur la situation stratégique de l'Amérique du Sud, qui constitue le flanc méridional des défenses du continent en même temps que le point le plus rapproché de l'Afrique, objectif numéro un des visées actuelles de l'expansionnisme soviétique.

Depuis les premiers appels à la coopération continentale lancés dès 1824 par Bolivar, les vingt républiques latino-américaines ont constitué avec les États-Unis une association, qui a pris tout d'abord la forme d'une Union Pan américaine, créée en 1889, suivie de l'O.E.A., c'est-à-dire l'Organisation des

États Américains constituée à Bogota en avril 1948.

Considérés comme des alliés nécessaires, les États-Unis ne sont guère aimés au sud du Rio Grande. Est-ce le souvenir de la politique du « gros bâton » par laquelle le paternalisme nord-américain entendait exprimer autrefois la conception qu'il avait de son rôle de tuteur un peu rude des jeunes et turbulentes nations du sud du continent ? Il semble qu'il s'agisse pour beaucoup d'un sentiment né des disparités de culture, de religion, de température.

Le poids yankee.

Mais le mécontentement actuel des nations de l'Amérique latine contre leur puissant allié a pour origine directe l'affrontement de conceptions économiques divergentes, les premières recherchant d'abord une protection pour leurs économies menacées, assortie éventuellement de la dose de planification plus ou moins nécessaire dans tout pays sous-développé ; et les U.S.A. restant fidèles aux thèses de liberté des échanges et d'entreprise.

En effet, les pays d'Amérique latine se trouvent dans cette période particulièrement difficile de la transition entre une économie primitive et agricole et une économie évoluée et industrielle. Soulignons au passage que ceci explique partiellement l'absence presque complète de classe moyenne. Au Brésil, par exemple, 5 % de la population détient les 90 % de la richesse du pays, et 9/10 des habitants vivent sur le tiers des terres fertiles.

Caractéristique typique des pays en voie de développement, leur principale source de revenu est fondée sur la production et l'exportation d'un seul ou de quelques produits, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux évolutions de la conjoncture mondiale. Le café pour le Brésil, le pétrole pour le Venezuela, le café pour la Colombie, l'étain pour la Bolivie, la laine pour l'Uruguay, le cuivre pour le Chili représentent plus de 50 % de leurs exportations respectives.

Or les États-Unis constituent le principal débouché des productions des

L'oncle Sam mal aimé.

pays d'Amérique latine, pour les 4/5 de leur pétrole, les 3/5 de leurs denrées alimentaires, la moitié de leurs minerais de fer et de cuivre et de leurs principales matières premières.

Les griefs des Républiques sœurs.

Aussi comprend-on que la crise économique actuelle des États-Unis exerce de tragiques répercussions sur ces pays producteurs de matières premières. Leurs exportations diminuent tant en volume qu'en valeur. Entre janvier et mai de cette année, le cours du cuivre est passé de 47 cents la livre à 24 cents, et en moins de trois mois le cours du dollar à Santiago sur le marché libre s'est haussé de quelque 800 pesos à plus de 1 000. En Argentine, c'est le Président Arturo Frondizi qui, à l'occasion de sa prise de pouvoir, a affirmé que le Trésor national était

vide et que le pays risquait de se voir « rapidement acculé à la cessation des paiements extérieurs et intérieurs ».

La nouvelle politique américaine de restriction des importations de pétrole ainsi que les tendances d'augmenter les droits d'entrée sur certains métaux (le cuivre particulièrement) ont accru le mécontentement à l'encontre des États-Unis. En outre, les républiques de l'Amérique Latine avaient d'autres sujets de revendications à formuler.

Les États-Unis ont investi en Amérique Latine des capitaux privés considérables, ces investissements se sont accrus au cours des dernières années. Mais ils ont eu pour conséquence une véritable main-mise nord-américaine sur d'importants secteurs de l'économie de ces pays, par exemple, en ce qui concerne le pétrole au Venezuela, certaines industries de transformations, ou industries extractives. En outre, cette diffusion de capitaux privés ayant

constitué le soutien essentiel des exportations américaines, un pays comme le Brésil en arrive à dépendre de la zone dollar pour 60 % de ses achats. Or, lorsque plusieurs nations latino-américaines ont confié l'exploitation de leurs gisements à des organismes d'État : Pemex au Mexique, Petrobras au Brésil, Y. P. F. (Yacimientos Petrolíferos Fiscales) en Argentine, les États-Unis ont refusé, jusqu'à présent, à investir leurs capitaux dans ces monopoles d'État. Ainsi, tout récemment, l'Exim Bank a-t-elle refusé un crédit aux gisements charbonniers de l'État de Rio Turbio. Nous voyons apparaître ici le conflit entre les conceptions libérales des États-Unis et les tendances dirigistes des pays d'Amérique latine aux économies sous-développées.

Par ailleurs, les dirigeants latino-américains estiment que leur part dans l'aide économique extérieure du « grand frère du Nord » est nettement insuffi-

sante. Ainsi l'Exim Bank a accordé, au cours du second semestre 1957, pour 468 millions de crédits à 24 pays. Onze pays de l'Amérique latine ont bénéficié de 63 crédits pour un montant de 159 millions. Et dans le programme d'aide à l'étranger (3,7 milliards au total) les républiques sœurs ne sont inscrites que pour 50 millions de dollars!...

Dans le cadre de l'O.E.A., du 15 août au 4 septembre 1954, s'est tenu à Buenos-Aires une conférence économique inter-américaine, la première de cette nature. Elle a surtout permis aux États-Unis de constater combien leur point de vue se heurtait aux desiderata des nations latino-américaines. Ces dernières avaient fait notamment les quatre propositions suivantes :

1° la signature d'une Convention économique générale interaméricaine qui fixerait des obligations précises pour chacun des participants;

2° la constitution d'une Banque inter-américaine qui permettrait un rythme plus rapide de l'industrialisation des pays intéressés;

3° la mise sur pied d'un marché commun latino-américain, qui réalise-

rait progressivement une intégration des économies en voie de développement;

4° la conclusion d'accords précis sur les produits de base, qui fixeraient des « prix normaux » et un système de crédits et de compensations.

La Convention a été remplacée par une « Déclaration économique » et son étude renvoyée à la XI^e Conférence qui se tiendra à Quito en 1959. Aucun organisme financier ne verra le jour, Washington ayant promis une intensification de son aide économique. Le vaste marché commun sera — peut-être — remplacé par des « marchés régionaux » aux objectifs beaucoup plus limités. Quant aux produits de base, le représentant américain a confirmé l'opposition de son gouvernement à toute réglementation officielle... et la Conférence s'est séparée en créant une Commission spécialisée...

On a pu dire qu'elle se soldait par un véritable constat de faillite.

Le compère soviétique.

Coincidant avec ce mécontentement de l'Amérique latine à l'encontre de la

politique de la Maison Blanche, quelle portée attribuer à l'opération d'offensive économique que les Russes lancent dans cette partie du monde aussi bien qu'en Asie et en Afrique?

Déjà, le maréchal Boulganine avait offert, en juin 1956, aux pays de l'hémisphère occidental des crédits à long terme et le développement des échanges. Nikita Khrouchtchev a renouvelé ces propositions à la fin de l'année dernière.

En 1958, le Chili a exporté à destination de l'Est européen 15 000 t d'étain, contrebalançant, ainsi, la décision américaine de ne plus constituer de stocks stratégiques de métaux non ferreux.

En décembre dernier, la Russie proposait du pétrole et des automobiles au Brésil, ainsi que de l'équipement pétrolier au monopole d'État Petrobras. En février, elle lui offrait l'achat de 5 millions de sacs de café (les ventes totales du Brésil ont atteint 14 millions en 1957) représentant 350 millions de dollars. D'ailleurs le ministre des finances, M. José Maria Alkmin, devait affirmer que les exportations normales vers les pays communistes étaient autorisées.

Mais c'est sans doute en Argentine que les Russes ont obtenu les résultats

Les difficultés du passage d'une économie primitive...

les plus spectaculaires. Une mission commerciale de 13 membres, dirigée par le sous-secrétaire d'État à l'industrie, M. Ondarts, est partie en février dernier pour une tournée dans les capitales communistes européennes. Elle en est revenue après avoir signé 59 contrats d'achat portant sur un total de 27,3 millions de dollars. Ces importations seront financées pour partie par la créance de l'Argentine sur l'Union Soviétique (7 millions de dollars, correspondant à des ventes antérieures) et pour partie par des exportations (viande à destination de la Tchécoslovaquie par exemple).

Il apparaît donc, de ces quelques exemples, que l'introduction progressive du partenaire communiste dans le marché de l'Amérique latine peut présenter une tentation certaine pour des gouvernements. « La politique des États-Unis qui consiste à écouler à l'étranger l'excédent de leurs produits agricoles à des prix de dumping, pouvait-on lire le 12 septembre 1957, dans le *Sovietskaia Torgovlia*, provoque un profond mécontentement dans les pays d'Amérique latine. Cette politique fait un tort considérable à des pays tels que le Mexique, le Pérou, le Nicaragua, fournisseurs traditionnels de coton sur le marché mondial, ainsi qu'à l'Argentine, fournisseur de blé... Des difficultés économiques permanentes, voilà le résultat de la mainmise des États-Unis sur les pays de l'Amérique Latine... » Il est indéniable que, dans les circonstances actuelles, toute mesure qui paraîtrait décharger les diverses économies nationales de l'influence yankee serait favorablement accueillie par les populations. Cependant, il convient de signaler que la plus forte importation de café effectuée par l'Union Soviétique depuis 1915 a porté sur 25 000 sacs seulement... D'une façon générale, le commerce de l'Amérique du Sud avec l'U. R. S. S. ne représente pas plus de 1 à 2 % de son commerce extérieur, ce qui permet d'apprécier les initiatives soviétiques actuelles à leur exacte proportion.

Une politique positive.

Déjà, au cours de sa tournée amicale en Colombie, le vice-président Richard Nixon avait affirmé que les États-Unis devaient adopter une politique plus réaliste à l'égard des « commodities », telles que le café, le cuivre et l'étain. En avril dernier, le Secrétaire d'État Dulles avait déclaré, devant le Conseil de l'O.E.A., que le gouvernement se rendait compte « des conséquences possibles des fluctuations violentes des prix des exportations latino-américaines

... à une économie évoluée mais encore vulnérable.

et s'efforçait de trouver les moyens susceptibles de contribuer à la solution de ces problèmes économiques ».

On peut donc penser que la politique de Washington va être plus attentive aux revendications de l'Amérique latine soumise à de fortes pressions de la part de Moscou. Le retour de Nixon à Washington devrait être suivi d'une révision générale de la politique américaine.

Un représentant de Salvador résumait en ces termes la situation : « Si chaque Américain boit une tasse de café supplémentaire par jour, l'Amérique latine sera en mesure d'acheter chaque mois 300 000 t d'acier de plus ou 1 000 camions ou tracteurs de plus ».

Il est également probable que les républiques sœurs vont bénéficier d'une aide économique et financière accrue de la part des divers organismes américains de crédit extérieur. On se rappelle qu'en janvier Washington a décidé d'améliorer les conditions des prêts effectués en faveur de certains pays sous-développés pour parer à la menace soviétique.

On sait les liens étroits — économiques et culturels — qui existent entre l'Amérique Latine et l'Europe Occiden-

tale. La signature de récents accords multilatéraux avec le Brésil (club de la Haye) et l'Argentine (club de Paris), la réalisation d'ensembles industriels (aciéries de Paz del Rio en Colombie construite par un groupe d'entreprises françaises) soulignent la réalité de ces liens, et doivent nous rappeler la solidarité réelle qui nous lie à ces pays, dont les problèmes sont généralement mal connus en France, alors que le rayonnement de notre culture y demeure considérable.

Défendant son programme d'aide économique devant le Congrès, le président Eisenhower parlait d'assurer le maintien d'un vaste « périmètre de liberté » dans le monde. Au moment où l'Europe donne l'exemple d'une Communauté Économique, et où l'U. R. S. S. resserre les chaînes économiques et politiques de ses satellites, l'Amérique latine, avec ses contrastes sociaux, et ses efforts de développement économique, ses soubresauts politiques et le dynamisme de ses jeunes forces démocrates-chrétiens, doit absolument se maintenir à l'intérieur des frontières de la liberté.

HENRI MARSAN.

Le forum du présent cahier est un débat de philosophie politique qui, malgré les apparences, pourrait être d'une singulière actualité. Il s'agit de savoir si on peut trouver dans l'œuvre du Père Teilhard de Chardin une pensée proprement politique et laquelle. M^{me} Barthélémy-Madaule, attachée au Centre National de la Recherche Scientifique et qui prépare une thèse sur « Berg-

son et Teilhard de Chardin », a bien voulu apporter à ce débat la contribution de son exceptionnelle compétence. Jacques Madaule, que le souci de son œuvre littéraire et historique n'a jamais détourné de l'engagement politique, et Étienne Borne sont les autres protagonistes d'une confrontation dont on verra qu'elle touche aux principes de l'action et au sens même de l'histoire humaine.

FRANCE-FORUM

E. BORNE. — La première question est celle de savoir si notre débat a vraiment un objet. Le Père Teilhard a été un savant, un philosophe, un mystique, mais chercher chez lui une pensée proprement politique, n'est-ce pas supposer assez gratuitement une retombée dans le partial et le particulier de cet élan qui portait toujours vers le total et l'universel l'auteur du « Phénomène humain » ?

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Homme de son temps, le Père Teilhard a, dans sa correspondance publiée, des réactions très déterminées devant les faits contemporains. Mais ces jugements, nous ne pouvons les intégrer dans sa perspective qu'indirectement, car elle va bien au-delà de l'immédiat. En outre, le Père Teilhard est le contraire d'un partisan, même en donnant à ce mot un sens acceptable. Nul ne peut donc enrôler le Père Teilhard et mettre sa pensée au service d'un parti politique quel qu'il soit.

JACQUES MADAULE. — Il faut en effet insister sur le caractère synthétique, « totalisant », si l'on peut dire, de la pensée du Père Teil-

La pensée po

hard. Si on appelle politique le sens et le goût des choses de la cité, de la « pòlis », le Père Teilhard fait éclater cette définition, lui qui, étant si impatient de toutes limites, avait tendance à considérer nos sociétés comme des « cités closes », pour reprendre l'expression bergsonienne. Mais ne peut-on pas donner à la politique, surtout moderne, une tout autre ampleur ? Si le pressentiment d'une humanité entièrement rassemblée doit être au principe de la politique, alors il y a, et incontestablement, une pensée politique du Père Teilhard de Chardin.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Au fond de tous nos conflits politiques, il y a le problème du salut temporel de l'humanité sur lequel il faut bon gré mal gré prendre parti. Et, dès lors, c'est toute la pensée du Père Teilhard qui prend un aspect politique. Car Teilhard de Chardin n'est pas un pur spéculatif, lui qui a toujours cherché à nouer ensemble la pensée et l'action et qui a voulu faire de la vision du passé un moyen de prévoir et de faire l'avenir humain. Dans un texte encore inédit écrit en 1936, sous le titre significatif « Sauvons l'humanité », le Père Teilhard définissait trois articles de foi — d'une foi toute humaine dans son objet, sinon dans son inspiration : le défaitisme ne saurait être réfuté, disait-il, et l'action n'avoir d'efficacité lointaine et de vérité profonde qu'à la condition de ne pas séparer *la passion du futur, la passion de l'universel et la passion de la personne*. Une pensée politique touchera donc au réel et au vrai lorsqu'elle saura ne pas séparer ces trois valeurs cardinales...

ÉTIENNE BORNE. — ... qui doivent en effet être convergentes. Savant quant au lointain passé de la vie et de l'homme, témoin du présent, prophète du futur, Teilhard de Chardin affirme toujours sa certitude de l'unité. « Tout ce qui monte converge » était l'une de ses maximes majeures, et qui doit s'appliquer aussi aux buts de l'action humaine. N'y a-t-il pas là pourtant un excès d'optimisme ? Les grands courants qui traversent l'histoire ne sont-ils pas nécessairement en conflit, et le pluralisme des valeurs ne serait-il pas alors indépassable dans l'ordre temporel ?

L'idée démocratique porte-t-elle le tout de l'espérance temporelle.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Le Père Teilhard ne l'accorderait pas, car il y verrait un échec de ce processus de totalisation qui est la vérité à la fois de l'évolution et du progrès. Le conflit ne peut donc être que provisoire, et il sera dépassé, pourvu que nous le voulions. Teilhard de Chardin ne cède ici à aucune sorte d'idéalisme désincarné. Il voit bien dans ce même texte inédit que trois influences, trois courants, trois énergies *« luttent pour la possession de la terre »*, démocratie, communisme, fascisme et, entre eux, *« la bataille est implacable »*. *« Mais, ajoute-t-il, et cette formule me semble caractériser de manière décisive la pensée du Père Teilhard, dans chacune de ces trois masses en présence, se reconnaissent distinctement, mais à l'état d'ébauches incomplètes, les trois aspirations qui sont les caractéristiques de la foi en l'avenir : passion du futur, passion de l'universel, passion du personnel ; toutes les trois mal ou*

d'elle à gauche le communisme et se dresser contre elle à droite le fascisme. »

JACQUES MADAULE. — Qu'Étienne Borne me permette d'interrompre la protestation qu'il est en train d'esquisser. Dans ce propos du Père Teilhard, je reconnais dans son esprit et même dans sa lettre la doctrine sur laquelle Emmanuel Mounier et toute une équipe, dont nous étions tous les deux, avaient fondé le mouvement « Esprit » : à la démocratie libérale et bourgeoise, il manque, disait Mounier, le sens de la communauté ; aussi ne va-t-elle plus dans la direction du progrès humain. Mais ni Mounier, ni Teilhard de Chardin ne nient que, dans son intention première ou même sa visée fondamentale, le « démocratisme » ne tendit au personnalisme et à l'universalisme. Mais l'élan vers le futur a été brisé, l'entreprise de libération s'est enlisée, et il faut un effort recréateur pour reprendre la marche en avant, non pas en contredisant la démocratie, mais en sauvant la démocratie d'un moment d'immobilisme et de dégradation. Le Père Teilhard ne fait que reprendre,

critique de Teilhard de Chardin

insuffisamment comprises — voilà le triple ressort qui tend et oppose autour de nous les énergies humaines ».

ÉTIENNE BORNE. — Je reconnais ici la méthode et la doctrine des plus antiques sagesse : le mal est dans le multiple ou plutôt dans les puissances d'opposition et de dispersion que contient le multiple ; mais cet état de tension et de divergence n'est que provisoire ; l'être doit reconnaître l'être et la valeur la valeur ; toutes choses positives convergeront, puisque le Bien et l'Un sont une seule et même chose. Rien là que de traditionnel chez un penseur dans lequel on veut voir un parti pris révolutionnaire. Et je serais bien rassuré si je me réclamaï moi aussi de cette belle et antique sagesse ; mais c'est plutôt le démocrate en moi qui marque ici quelque résistance. Ce n'est pas l'idée démocratique, selon Teilhard de Chardin, qui porte en soi le tout de l'espérance temporelle des hommes ; elle représente un courant entre d'autres courants, elle contribue à la crise du monde d'aujourd'hui, puisqu'elle est un élément de séparation et de division, elle est tout au plus un élément qui doit entrer matériellement dans la synthèse à venir, et il ne saurait y avoir en elle seule le principe de la grande et définitive architecture.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Qu'allez-vous dire alors en entendant le Père Teilhard dénoncer, et avec quelle vigueur, *« les erreurs de perspective »* qui affaiblissent et vicient à ses yeux *« la vision démocratique du monde »*, qui, d'après lui, conduit comme nécessairement à un individualisme libéral : *« Le démocratisme, écrit-il, au lieu de libérer a émancipé. Chaque cellule s'est cru par le fait autorisée à s'ériger en centre pour soi-même. De là l'éparpillement, condamné par les faits, des faux libéralismes intellectuels et sociaux. Et de là aussi le ruineux égalitarisme menaçant toute construction sérieuse d'une Terre nouvelle. La démocratie, en donnant au peuple la direction du progrès, paraît satisfaire l'idée de totalité. Elle n'en présente qu'une contrefaçon... Pour avoir confondu individualisme et personnalisme, foulé et totalité, par émiettement et nivellement de la masse humaine, la démocratie a risqué de compromettre les espérances, nées avec elle, d'un avenir humain. Voilà pourquoi elle a vu se séparer*

et dans le style qui lui est propre du raccourci synthétique, la critique classique et sans doute décisive de la démocratie formelle.

ÉTIENNE BORNE. — Critique qui se retrouve à la fois dans le communisme et le fascisme, mais qui dans les deux cas ne paraît pas tourner au bénéfice de la démocratie.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — On a parfois prétendu que la pensée du Père Teilhard inclinait vers une dialectique marxisante, qu'on pourrait trouver chez lui une justification en profondeur de ce qu'on appelle le « progressisme ». Rien n'est plus faux. Il s'en est expliqué avec clarté et décision : *« De ce côté-là encore, écrit-il, l'idéal humain se trouve gravement lacunaire et déformé. D'une part, dans sa réaction trop vive au libéralisme anarchique de la démocratie, le communisme en arrive à supprimer virtuellement la personne et à faire de l'homme un termites. D'autre part, dans son admiration mal équilibrée pour les puissances tangibles de l'univers, il a systématiquement fermé son espérance aux possibilités d'une transformation spirituelle du monde. »* Texte admirable de densité et qui éclaire le communisme contemporain de la plus sévère lumière. Mais rien de ce qui existe historiquement ne saurait être le mal en soi.

ÉTIENNE BORNE. — On ne dira jamais assez combien était forte chez le Père Teilhard la répugnance pour tout manichéisme.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Aussi voit-il dans le communisme, toutes perversités qu'elles soient, des intentions justes, le sens du progrès, le propos, comme dit Teilhard de Chardin, *« d'enraciner dans la matière les espérances humaines »*, matière ne voulant rien dire d'autre ici que la réalité incontestable d'un monde en évolution ; le communisme veut faire de l'homme le Fils de la terre ; son vrai nom, dit-il, d'ailleurs devrait être le *« terrénisme »*. Valeurs non méprisables et qu'il s'agirait de sauver et d'intégrer dans la synthèse future.

ÉTIENNE BORNE. — Le fascisme non plus ne saurait avoir complètement tort, et j'imagine qu'ici encore le Père Teilhard ne

confond pas une entreprise humaine avec le mystère d'iniquité, même si elle présente quelques aspects ténébreux.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — En effet, le fascisme lui aussi est vision d'un monde, et d'un monde organique et hiérarchisé, ce qui ne serait pas un pressentiment médiocre du véritable avenir humain. Mais le Père Teilhard reste un juge rigoureux du fascisme, qui « paraît vouloir ignorer la transformation humaine critique et les liaisons matérielles irrésistibles qui ont fait accéder d'ores et déjà la civilisation au stade de l'internationalisme. Il s'obstine à penser et à réaliser le monde moderne qui vit en lui sur des dimensions appartenant à des âges révolus. Il préfère le racial à l'humain ; il veut rendre une âme à son peuple et n'a point souci du monde sans âme. Il rame vers l'avenir dans l'idée de retrouver des formes de civilisation à jamais disparues. »

ÉTIENNE BORNE. — Oui, Teilhard de Chardin savait dire non, et avec quelle sercine énergie, à l'erreur philosophique génératrice de malheur historique. Il reste que l'importance donnée au fascisme, considéré comme un des trois grands courants fondamentaux du monde moderne, n'est pas sans surprendre.

JACQUES MADAULE. — Permettez-moi d'introduire dans votre dialogue de philosophes le modeste mais utile point de vue de l'historien. Le texte sur lequel nous nous interrogeons est de 1936, époque où le fascisme était dans toute sa puissance. Nous venons de voir que le Père Teilhard, et c'est une preuve de sa fermeté philosophique, n'était pas de ceux qui se laissent mystifier ; dans sa critique du communisme et du fascisme, il parle au fond et pense comme un démocrate.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Au sens qu'un Marc Sangnier donnait à ce mot.

M^{me} Barthélémy-Madaule

Une pensée d'inspiration biologiste peut-elle être démocratique ?

ÉTIENNE BORNE. — Je n'en disconviens pas, mais quelque chose me gêne que je voudrais essayer de formuler. Le Père Teilhard était un biologiste, un homme dont la pensée s'est formée et a grandi dans la familiarité de la vie, attentif à surprendre les grandes lois. Ses catégories ont gardé quelque chose de biologique, et sa philosophie pourrait être brièvement appelée une « métabiologie » plus exactement qu'une métaphysique. L'humanité de demain prend la forme d'une sorte de gigantesque organisme, où hiérarchie et différenciation seront comme dans tout vivant au service d'une unité immanente. Ce biologisme pourrait expliquer que le Père Teilhard voit quelque chose à sauver dans ce qu'il appelle « l'idéal fasciste des élites organisées », pour citer une fois encore le texte inédit que nous devons à l'amabilité de M^{lle} Mortier, légataire du Père Teilhard.

Je voudrais aller un peu au-delà. Une pensée d'inspiration biologique, lorsqu'elle touche à la politique, conclut beaucoup plus ordinairement à quelque extrémisme — surtout de droite — qu'à la justification de la démocratie. Songeons à un nietzschéisme vulgaire, à la manière aussi dont Darwin a été utilisé. Les droits de l'homme se déduisent difficilement, semble-t-il, des lois de la biologie. La pensée du Père Teilhard nous propose ce paradoxe d'un « biologisme », qui, par la promotion de l'évolution en progrès, est ouvert, à la manière de Bergson il est vrai, aux valeurs démocratiques. Mais n'y a-t-il pas là sinon une contradiction, du moins une contrariété, une difficulté.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Permettez-moi de n'être absolument pas d'accord. Je récusé des expressions comme « métabiologie » ou « biologisme », très hérissées de pointes polémiques. D'abord, comment nier que l'homme soit enraciné dans une réalité biologique ? Et en quoi comment-on le péché de biologisme quand on constate que le monde et l'homme vont vers une socialisation, phase dernière de cette universelle tendance des vivants pour « le rapprochement » et la « coordination », comme il est dit dans « le Phénomène humain » ? Qu'il y ait continuité du biologique au social n'empêche pas que l'apparition de l'homme et des sociétés humaines soit une nouveauté radicale, un bond en avant décisif, mais qui accomplit, et de manière imprévisible, les promesses contenues dans la vie proprement biologique. Une société universelle, à la fois richement différenciée et une, animée d'un même esprit, ne serait-elle pas la démocratie la plus vraie ? Elle ne serait pas d'ordre biologique, à moins qu'on ne parle au sens bergsonien d'une « biologie transfigurée ». En effet, l'homme sorti de la nature la reprend en main et lui donne un sens nouveau. Il ne lui obéit pas. Une démocratie largement comprise serait un aspect de la convergence en voie de réalisation ; nous sommes sûrs dès lors qu'elle n'est pas utopie ou abstraction, mais est appelée (sans être nécessitée) par un monde en marche vers le meilleur. On avait fait le procès de la démocratie au nom d'une science singulièrement courte. Le réalisme cosmologique du Père Teilhard fait de la démocratie une vérité non pas seulement morale ou idéale, mais exactement positive. Et n'est-ce pas retrouver dans ce domaine comme dans tous les autres le génie du Père Teilhard, qui partout fait éclater le positivisme à force de positivité ?

... confrontent plusieurs justifications
philosophiques de la démocratie

Étienne Borne

M^{me} Barthélémy-Madaule : Je crois comme le Père Teilhard à l'idée d'une solution totale, terme d'un monde convergent, et à la réconciliation entre la science et la démocratie.

Étienne Borne : L'idée de totalité risque de conduire à une technocratie totalitaire. Je crois que la politique est autonome vis-à-vis de la science et de la foi, et que la démocratie est un pari.

Jacques Madaule : Certes, la synthèse ne doit pas devenir système, mais la belle hypothèse d'un univers réconcilié n'est-elle pas un puissant encouragement à penser et à agir dans l'histoire ?

Jacques Madaule

JACQUES MADAULE. — Acceptez les bons offices d'une tentative d'arbitrage. Teilhard de Chardin pense la politique un peu à la manière d'Aristote, qui faisait de la société un être pleinement naturel et à qui, parce qu'il se souvenait dans sa métaphysique qu'il était aussi biologiste et physicien, on a adressé aussi le reproche de naturalisme. Mais le spiritualisme n'est pas l'idéalisme. Et saint Thomas d'Aquin a bien su réconcilier Aristote avec le christianisme. Une philosophie qui donne consistance à la nature — et il s'agit avec le Père Teilhard non d'un cosmos immobile, mais d'une cosmogénèse, d'une nature qui doit sa solidité à son mouvement même, — une telle philosophie donc n'est pas incompatible avec une religion de l'âme, une morale de la personne et aussi sans doute une politique des droits de l'homme.

ÉTIENNE BORNE. — Excellente leçon d'histoire de la philosophie, cher ami. Et lorsqu'on se décidera enfin à parler sérieusement de la pensée du Père Teilhard en dehors des suspicions mineures et des polémiques subalternes, on découvrira les aspects aristotéliens et thomistes de sa métaphysique; mais, triste malchance, je reste trop platonicien pour me sentir accordé à cette manière de philosopher. Pour que la démocratie ait raison, il faut que la nature ait tort, ou plutôt que l'homme par sa pensée et son action contredise cette nature qui ne veut, c'est trop clair, ni la liberté, ni l'égalité, ni la fraternité.

JACQUES MADAULE. — Puisque vous êtes pluraliste en toutes choses, vous admettez qu'il peut y avoir plusieurs justifications philosophiques de la démocratie.

ÉTIENNE BORNE. — Je n'en disconviens pas, et je ne recherche aucune sorte d'éclectisme, mais plutôt l'affrontement et le dialogue. Je me demande si le Père Teilhard, tellement envoûté par de puissantes et séduisantes analogies biologiques, prophète d'une humanité complètement organisée, n'en vient pas à sacrifier la personne à la communauté, considérée comme une sorte de surhumanité collective (et au surplus analogie naturelle du Corps mystique du Christ). Je défendrais pour ma part un plus rigoureux personnalisme.

JACQUES MADAULE. — Mais non, il y a chez le Père Teilhard, comme chez Mounier, une parfaite réciprocité entre personne et communauté. L'univers que nous décrit « le Phénomène Humain » est un univers « personnalisant », dans lequel les valeurs de la personne vont s'affirmant et s'accroissant. Rappelez-vous ce texte décisif : « Pour que sous l'influence créatrice de l'union les particules humaines se personnalisent vraiment..., elles ne doivent pas se refondre n'importe comment. Puisqu'en effet il s'agit d'opérer une synthèse des centres, c'est de centre à centre qu'elles doivent entrer en contact mutuel, et pas autrement. » La communauté doit donc être une communauté de personnes, et elle échappe ainsi à la termitière. La personne ne se trouve qu'en se donnant à la communauté, et elle triomphe ainsi de l'étroitesse et de l'avarice propres à l'individu, à « la particule humaine ». Ne retrouvons-nous pas la doctrine d'« Esprit » ? C'est aussi une révolution personnaliste et communautaire qui assure ce que nous appelons tout à l'heure le salut temporel de l'humanité.

M. BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Et qui, chez le Père Teilhard, relève d'une très profonde philosophie de l'amour. « *L'union différencie* », disait-il. A mesure que je multiplie et que je consolide les liens qui me rattachent à mes semblables, je suis davantage une personne. Et cette marche du monde vers la « *personnalisation* » est irréversible. Rien donc qui ressemble chez le Père Teilhard à un panthéisme de l'impersonnel.

L'optimisme démocratique
peut-il être scientifiquement assuré ?

ÉTIENNE BORNE. — Ne croyez pas que je cherche une méchante querelle au Père Teilhard, et je sais bien que dans sa philosophie, si proche de la pensée bergsonienne par ailleurs, les valeurs personnelles, les valeurs d'intériorité, l'âme singulière pour tout dire, ont autrement de relief que chez le Bergson de « *L'Évolution Créatrice* ». Mais, pour revenir à la pensée proprement politique, je suis très volontiers disciple du Père Teilhard dans la mesure où je trouve chez lui un optimisme décidé sur l'homme et sur l'avenir humain. Il y a là un postulat qui définit la condition nécessaire sinon suffisante de l'idée démocratique.

JACQUES MADAULE. — Très certainement. Le fascisme est un pessimisme, et ce trait manquait curieusement dans l'analyse que nous lisions tout à l'heure dans « *Sauvons l'humanité* ». Ajoutons que l'optimisme, chez Teilhard de Chardin, est la certitude des certitudes, fondée en raison et en réalité.

ÉTIENNE BORNE. — Le savoir et la mystique ne font qu'un, en effet, chez un homme qui ne se supportait pas divisé. Mais il me semble qu'il y a dans l'optimisme démocratique une foi, un pari qui ont leur originalité, leur spécificité, et qui ne sauraient être ramenés ni à une connaissance positive, ni à une croyance religieuse. Que personne et communauté doivent faire au terme une même vérité, c'est un concept-limite, une Idée au sens de Platon ou de Kant, une exigence, mais qui ne pourront jamais être réalisés dans le temps. La vérité n'est donc ni l'accord harmonieux ni le désaccord irréparable, mais la mise en question réciproque et toujours continuée. De même aucune communauté ne peut être complètement unifiée ; elle est destinée à être traversée de courants qui se contrarieront, se contesteront les uns les autres. Faire de la tension même un lien, la supporter et la vivre dans un esprit d'amitié civique ou, si l'on veut, de charité fraternelle, telle est à mes yeux la démocratie elle-même. Donc pas de solution totalitaire, ni même totale. Il y a plusieurs demeures au dedans du même optimisme démocratique.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Je vois bien de quel esprit vous vous réclamez, lutte indéfinie, impossibilité de la synthèse, « philosophie austère de l'analyse et de la pluralité », disait l'un de mes maîtres ; il y a du Kant et même du Pascal là-dessous. Et Pascal contredit d'avance quelques-unes des certitudes les plus chères du Père Teilhard.

JACQUES MADAULE. — On n'ose en effet imaginer quel aurait pu être le commentaire d'un homme de Port-Royal s'il avait eu entre les mains « le Phénomène humain ». Les pires fureurs de nos intégristes seraient dépassées.

ÉTIENNE BORNE. — Et ne nous étonnons pas que le Père Teilhard ayant été exact et fidèle jésuite, il y ait chez lui une telle divergence d'avec les doctrines de Port-Royal.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Est-ce la faute de Pascal, mais je trouve qu'il y a bien du relativisme dans la politique d'Étienne

Borne. Ce sont pour moi des faiblesses, alors que tout est force chez le Père Teilhard. Je renoncerais difficilement quant à moi à l'idée de totalité, terme d'un monde convergent, ni à la certitude d'une réconciliation entre la science et la démocratie.

ÉTIENNE BORNE. — Au moins arriverons-nous à bien situer notre désaccord. C'est ce « *totalitarisme* » qui me gêne chez Teilhard de Chardin. Totalitarisme bien différent certes du totalitarisme communiste ou fasciste, dont j'ai entendu le Père Teilhard dire qu'ils étaient des monstruosité, des gigantesques ratés de la vie (remarquez ce langage toujours biologique), caricatures avortées d'un grand dessein à venir, comme à chaque fois que l'élan vital prépare un bond en avant. Selon une approximation pratiquement suffisante, la pensée politique du Père Teilhard est démocratique ; mais, si on veut parler avec un peu plus de rigueur, la vérité politique est pour le Père Teilhard moins dans la démocratie (nous avons vu sa critique du « *démocratisme* ») que dans un socialisme personnaliste qui donne son sens ultime à l'histoire de la vie et à l'histoire de l'homme. Vérité politique qui est en même temps une vérité scientifique et une vérité religieuse. Or on ne me fera jamais dire que la démocratie est dépassable, ni qu'elle est totalement réalisable. Une démocratie dépassée, une démocratie réalisée deviennent le tombeau de la démocratie. La démocratie sera tant qu'il y aura un temps et une histoire le devoir-être des sociétés.

M^{me} BARTHÉLÉMY-MADAULE. — Je vois bien la sorte de technocratie totalitaire que vous redoutez. Mais vous condamnez la pensée politique à une sorte d'empirisme difficilement supportable. Comment interdire à l'esprit de construire de vastes synthèses sur l'avenir humain ? et, agir selon l'espérance démocratique, n'est-ce pas projeter en avant de soi, dans le futur, la solution des problèmes qui nous divisent dans le présent ? Il y a dans ce qu'Étienne Borne nomme son optimisme quelque chose de tendu et d'obscur à quoi je résiste. Ce qui me satisfait chez le Père Teilhard, c'est l'ampleur d'une synthèse qui fait converger en un point d'achèvement et d'accomplissement, le savoir positif, lorsqu'il est science de l'évolution, l'action humaine, lorsque la politique est à la fois personnaliste et communautaire, la religion enfin lorsqu'elle est l'adhésion au Christ total.

JACQUES MADAULE. — Peut-être est-ce une espérance démesurée. Et, pour une fois encore, arbitrer — démocratiquement — votre désaccord, je dirais d'abord que je comprends les objections d'Étienne Borne à tout système total. On a l'impression que finalement, chez le Père Teilhard, c'est le christianisme qui est la vérité et de la science et de la politique. C'est une intégration (ne confondez pas avec intégrisme !).

ÉTIENNE BORNE. — Puisse-t-on lire dans cette phrase l'accent d'humour que vous venez d'y mettre. La démocratie, telle que je l'entends et même si elle est historiquement d'origine chrétienne (car pour moi la personne coïncide exactement avec l'âme), est un pari raisonnable fait sur l'histoire, qui n'est pas scientifiquement assuré et qui ne dépend pas d'une foi religieuse touchant la destinée totale de l'homme. La politique ainsi est autonome.

JACQUES MADAULE. — Et l'action est toujours un beau risque à courir. Il y a chez le Père Teilhard une certitude prophétique qui dissout le risque dans une sorte de vision lumineuse du futur. Et j'admets que la synthèse, surtout lorsqu'elle est séduisante, risque de devenir système, et système dangereux pour ce qu'il y a d'amère et heureuse inquiétude dans l'esprit démocratique. Mais comment penser l'histoire et agir dans l'histoire sans avoir d'hypothèse sur l'avenir ? L'imagination ne doit pas être condamnée à un jeûne inhumain. Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le Père Teilhard, sa vision d'un avenir de réconciliation, d'une humanité rassemblée, est une belle hypothèse qui ne peut manquer de donner allégresse à l'esprit et enthousiasme au cœur. Et si belle qu'elle mériterait d'être vraie.

L'Armée dans la crise actuelle

par ***

L'ISOLEMENT mental mutuel des milieux politiques et de l'armée a joué un grand rôle dans la genèse de la crise actuelle. Il doit, de toute nécessité, faire place à une meilleure compréhension réciproque. Cette enquête, menée auprès de jeunes officiers, espère y contribuer.

Le comportement de l'armée en Algérie et dans la métropole, au cours des événements survenus depuis le 13 mai, a fait l'objet de jugements aussi contradictoires que passionnés. Pour les uns, la France a été victime d'un véritable pronunciamiento militaire, comme une quelconque république sud-américaine. Pour les autres, à l'heure de la décomposition du régime, l'armée a évité à l'Algérie d'être plongée dans un bain de sang et demeure une force essentielle de rénovation et la plus sûre garantie du maintien de l'unité nationale.

Or si l'on veut porter sur ces événements et sur leurs conséquences un jugement entièrement informé et objectif, il est important de connaître l'état d'esprit de l'armée elle-même. Cet état d'esprit s'était façonné bien antérieurement au déclenchement du mouvement d'Alger.

Un malaise ancien.

Dans un article publié par le *Figaro*, en date du 19 mai, Serge Groussard énumérait les causes de l'angoisse de l'armée au cours des dernières années; amertume de porter le poids et de subir les humiliations concrètes des revers, qui ont marqué les reculs récents de l'influence française dans le monde, et dont, consciente de n'avoir pas été battue militairement, elle imputait la responsabilité aux ballottements politiques; rancœur devant la stérilité des sacrifices consentis; défaut, en Algérie, de plan d'ensemble et d'action concertée, fractionnement des responsabilités et neutralisation des efforts, spécialement entre civils et militaires; bien pis encore, absence d'une pensée politique fournissant à la pacification un cadre authentique et évitant à l'armée d'agir dans le vide; enfin, désarroi provoqué par

l'action systématique d'excitation menée, au cours des derniers mois, par des personnages appartenant aux partis et à la presse d'opposition, allant jusqu'à sillonner les campements et les postes pour jeter le trouble dans l'esprit des officiers les plus vulnérables en leur naïve révolte...

Pourtant, tous nos interlocuteurs militaires nous l'ont affirmé avec une sincérité évidente, l'armée n'est ni fasciste, ni nazie, ni anti-républicaine; et, si elle cachait des aspirants dictateurs dans son sein, elle ne leur donnerait sûrement pas sa caution. Elle partageait seulement le malaise général du pays. Toutefois, son attente d'un changement rénovateur était aiguisée par des griefs particulièrement brûlants.

Pour illustrer davantage encore ceux-ci, citons, à titre d'exemple, certains propos recueillis au cours de notre enquête: « L'armée a été indignée des conditions déshonorantes dans lesquelles ceux qui, en Tunisie et au Maroc, s'étaient en général, par l'intermédiaire de l'Armée et parfois dans son cadre, associés à l'action de la France, furent livrés, sans recours, à la sauvage vindicte de leurs adversaires. L'armée, le rouge de la honte au front et le désespoir au cœur, dut assister impuissante à d'affreux massacres et à la persécution systématique d'hommes dont le seul tort était leur qualification d'amis de la France. Ce titre, les gouvernements français alors en exercice disposaient des moyens de le faire respecter; leur lâche inaction est sans excuses. L'histoire qui a déjà marqué Vichy du sceau d'infamie pour avoir, dans des circonstances beaucoup plus contraignantes, abandonné aux Allemands les Juifs et les réfugiés politiques sera plus impitoyable encore à l'égard des responsables de cette impardonnable félonie. »

Les guerriers et les journalistes.

De même, le jugement formulé par M. Eddy Bauer, dans le *Journal de Genève* du 18 mars 1958, sur les conséquences de l'absence de censure concernant l'Algérie est unanimement approuvé. « Force est bien d'écrire, affirmait le

journaliste suisse, que les campagnes de la gauche crypto-communiste (laïque et chrétienne) contre la guerre d'Algérie constituent une agression indirecte sur le théâtre de l'Afrique du Nord et qui fait des morts et des blessés dans les rangs de l'Armée française... Les articles d'une certaine presse concluant à l'abandon et à la négociation qui, en fait, livreraient au F. L. N. une population de 9 millions d'habitants ont donc pour effet direct de raidir l'ennemi et de décourager les musulmans amis de la France ou simplement attentistes, qui sont légion.

Et que dire encore de ces journalistes qui, au nom de la sacro-sainte « liberté d'information », gagnent le bled via Tunis pour rendre visite à l'armée de libération nationale. Peut-être le lecteur éclairé nous taxera-t-il de chauvinisme et d'étroitesse d'esprit, mais nous ne nous voyons même pas en rêve entretenir une conversation amicale avec un adversaire de l'armée suisse ».

A ce jugement, nos correspondants ont fait écho en des termes encore plus rigoureux: « Les gouvernements français qui se sont succédé depuis 1955 ont certes demandé à la Nation de lourds sacrifices pour l'Algérie, mais, en renonçant à imposer un minimum de décence à une poignée de publicistes sans scrupules, non seulement ils ont reconnu à ces derniers un privilège exorbitant et illégitime sur la vie de soldats français, mais encore ils se sont dérobés devant un test qui était devenu essentiel pour juger de la sincérité de leurs intentions et de la fermeté de leur propos.

Au nom des principes, qui de toute éternité ont régi la vie des États, le régime, qui était celui d'un pays en guerre, aurait dû, depuis longtemps, imposer silence aux voix de la trahison. En ne le faisant pas et en leur donnant au contraire une créance qu'elles ne méritaient à aucun titre, il se laissait aveugler et se condamnait à sa perte. »

Un anticommunisme expérimental.

Mais l'incompréhension entre les milieux politiques et les milieux militaires n'est à aucun égard plus grande qu'en ce qui concerne le problème com-

muniste. Même l'anti-communisme de certains partis de droite ne peut être assimilé à celui qui règne dans la masse de l'armée.

Cet anti-communisme est le fait d'hommes qui depuis douze ans luttent, soit ouvertement, soit au travers de satellites en puissance, contre la grande entreprise soviétique de subversion mondiale. Or ces hommes ont la conviction de connaître le sens profond des guerres qu'ils mènent et d'avoir du communisme une expérience autrement plus directe et plus exacte que celle puisée dans une bibliothèque ou tirée d'un voyage organisé par l'Intourist. Ils s'expriment avec une conviction intense et passionnée : « Un penseur clairvoyant a dit une fois : On connaît un régime à ses prisons ». Une part non négligeable de l'Armée

française est passée dans les camps viet-minh; ceux qui ont eu la chance de n'y pas périr estiment savoir où mène ce fameux « courant irréversible de l'histoire » et ce que recèle ce mythe de « décolonisation » dont on leur a, en captivité, tant rebattu les oreilles. C'est sans joie qu'ils retrouvent ces termes équivoques à l'allure pseudo-scientifique dans des bouches ou sous des plumes réputées éclairées. « Courant irréversible de l'histoire! Faut-il que cet obscur concept ait d'attrait pour que ceux qui le reprenant aveuglément à leur compte en arrivent à oublier où se trouve la source unique et irremplaçable de la liberté. Celle-ci est inséparable d'une civilisation, fondée sur les notions du héros et du saint, soit sur une conception selon laquelle le rôle de l'homme est

de faire l'histoire et non pas d'être le porte-plume de cette fausse idole. Le mythe de la décolonisation couvre de même des fins bien précises. Il permet d'une part de jeter un voile pudique sur le sort véritable de ces malheureux États qui ont nom Pologne, Hongrie... etc. Il sert à masquer ensuite la part essentielle qu'ont prise dans la naissance et le développement des mouvements anti-européens d'Asie et d'Afrique les pressions conjuguées des deux plus grandes puissances du monde : les U.S.A. et l'U.R.S.S., les premiers tirant d'ailleurs les marrons du feu pour la seconde. Lier enfin cette décolonisation à je ne sais quelle loi de progrès morale constitue une affreuse duperie : Cuba connaît depuis soixante ans les joies de l'indépendance; si cette île était encore régie

dur métier est toute la vie.

par Madrid, c'est-à-dire aujourd'hui par Franco, peut-être y aurait-il des jeunes gens en prison, mais au moins on ne les y émasculerait pas, comme le fait la police de M. Battista. » Voici, tels que nous les avons entendus, des propos qui reflètent la pensée de la majorité des jeunes cadres militaires sur la grande compétition planétaire, dans laquelle s'inscrit leur rôle propre...

L'Armée ne se désintéresse donc pas des courants de pensée en France ni de l'influence qu'exerce en ce domaine la propagande communiste. Il faut savoir qu'elle suit également de près, à la suite des dures leçons reçues en Indochine, toutes les manœuvres pouvant permettre au parti communiste de s'emparer de l'appareil du pouvoir. Jugeant connaître les différentes phases du processus de

subversion, il est probable que lorsqu'elle estimerait voir s'enclencher l'engrenage destiné à conduire le pays à l'asservissement marxiste elle ne resterait pas inerte...

L'armée devant les événements du 13 mai.

Après avoir ainsi tenté de décrire l'état d'esprit général des cadres de l'armée, venons-en à son attitude durant les événements qui se sont déroulés à Alger dans la soirée du 13 mai et les jours suivants.

Le bulletin « Message des forces armées », qui sert de moyen d'expression à une élite de jeunes cadres, publiait déjà, dans sa livraison d'avril, les lignes suivantes :

« L'armée française était justement fière de résultats chèrement acquis. Seule au monde à avoir su adapter ses structures classiques aux nécessités de la guerre subversive, elle l'a payé d'un lourd tribut : ses tombes indochinoises que d'aucuns auraient bien voulu classer comme irréductiblement inutiles.

Pour la première fois depuis dix-huit ans, l'Armée française sent à sa portée une victoire qui soit son seul fait. Et cela lui redonne un immense espoir. Pourtant un doute subsiste, instinctif, mal formulé peut-être, exagéré sans doute. Mais pourquoi ne le dirait-elle pas clairement ?

Oui, l'Armée française a tout simplement peur d'être frustrée de sa victoire. Et cette victoire est celle de la dernière chance.

Si donc on prend acte de la funeste division du pays, si on la juge incurable dans un délai assez court; si l'atomisation de ce peuple individualiste est telle que son unanimité ne puisse se refaire en un jour : alors c'est l'autorité de l'État qu'il faut rétablir d'urgence. On parle de salut public : c'est bien de cela en effet qu'il s'agit. »

Placée devant les manifestations qui embrasèrent la population européenne d'Alger, et après qu'eut été exclue la solution qui eût consisté à s'opposer de front à ce mouvement, l'armée, qu'elle l'ait souhaité ou non, se trouva, du fait des circonstances, dans l'obligation de composer avec lui. Comme il importait, et au plus vite, de donner un caractère positif à un mouvement essentiellement négatif, et de l'empêcher notamment de se traduire en gestes irréparables à l'égard des masses musulmanes, l'armée fut amenée à émettre, sans plus attendre, des vues sur le sort de l'Algérie. Or, en l'absence de directives claires du pouvoir central, elle avait de longue date réfléchi à ce problème et avait été conduite à élaborer des conceptions originales à partir de sa propre expérience.

Pour l'armée, la France *doit* et *peut* conserver l'Algérie. Il s'agit là d'une conviction ancrée au plus profond d'elle-même et qu'elle étaye sur les éléments suivants.

La solution de l'armée pour l'Algérie.

Au contact des masses françaises-musulmanes, les cadres militaires ont certes relevé l'insatisfaction profonde et souvent justifiée de ces dernières, provoquée par la manière dont elles étaient auparavant administrées; mais ils sont également à peu près unanimes à affirmer la faiblesse pour ne pas dire l'absence de toute espèce de conscience nationale algérienne. Ils constatent qu'aujourd'hui encore, et malgré la pression du F.L.N., la grande majorité des Français-Musulmans n'arrivent pas à s'imaginer un avenir sans la France. Une victoire de nos adversaires, pensent-ils, en opérant la rupture de ces liens centenaires, jetterait à la dérive un pays ni préparé à vivre seul, ni désireux de le faire et le précipiterait dans quelque mouvement panarabe nassérien où, selon toute vraisemblance, il entraînerait à sa suite les deux États voisins. La facilité avec laquelle se modifient ou s'évanouissent les frontières des États du Proche-Orient leur paraît à cet égard un objet d'utiles rapprochements. Mais cela même ne serait qu'une étape, sans doute de faible durée. Le manque de maturité politique de ces populations, la faiblesse du nombre de leurs techniciens, les

difficultés économiques auxquelles elles sont vouées les condamneraient, pensent-ils, abandonnées, à se couper chaque jour davantage de l'Occident et à glisser sous la tutelle communiste. Ce jour-là, le sort de la France et de l'Europe serait joué.

Mais si la France *doit* conserver l'Algérie pour leur salut commun, l'armée estime qu'elle *peut* également le faire. Toutefois elle juge que cette œuvre de pacification nécessite, pour être achevée dans les moindres délais, certaines conditions qui, jusqu'à présent, n'ont pas été remplies. Pour dissocier ce tandem forcé, rebelle-population, de telle sorte que cette dernière, progressivement immunisée contre l'action du premier, en arrive à rejeter d'elle-même ce corps étranger, il faut que la détermination française d'aller jusqu'au bout de ce processus d'extirpation de la rébellion soit et paraisse inébranlable, car la masse des hésitants, parfaitement consciente de l'implacable férocité du F.L.N., n'est susceptible de courir des risques en faveur de sa propre libération que dans la mesure où elle est convaincue que la victoire de notre camp la prémunira à l'avenir de façon durable et définitive contre toute représaille.

Mais, pour être d'une importance primordiale, la manifestation indubitable de notre volonté de garder l'Algérie française ne suffit pas; il faut à ce combat d'un genre nouveau une technique particulière, la technique de la guerre révolutionnaire et de l'action antisubversive. Cette technique, l'armée, grâce à l'initiative et à l'effort passionné d'une poignée d'officiers, est fière d'être seule à la posséder : la permanence du terrorisme nord-africain en métropole, opposée à l'efficacité de l'action antiterroriste dans les grandes villes d'Algérie, le démontre aisément, estime-t-elle.

« Nous n'ignorons pas surtout, pouvait-on lire dans le numéro déjà cité de « Messages », que le drame des années actuelles, qui ont fait apparaître dans toute sa brutalité, en Indochine puis en Algérie, la réalité de la guerre révolutionnaire, est de laisser planer un doute sur la possibilité de concilier la défense de l'âme de la France et l'application concrète des devoirs civiques qui s'imposent à nous pour faire face à ce nouveau combat. Si l'âme française est facteur de vie, il lui appartient de découvrir une manière française de faire échec à la guerre révolutionnaire. C'est avec le concours de toute la Nation, elle-même enjeu de cette lutte, qu'il s'agit de trouver la solution qui, tout en restant dans la ligne de l'âme française, soit à même d'assurer la victoire de la France. L'apport généreux des éléments civils : instituteurs, personnels médicaux, assistantes sociales, etc., qui vont « sur

le terrain » s'attaquer aux difficultés réelles, s'avère infiniment plus décisif que les articles dissolvants d'une certaine presse. »

L'unification des pouvoirs en Algérie, sous l'égide de l'autorité militaire, répond ainsi au vœu de l'armée qui se juge seule en mesure d'exploiter pleinement tous les moyens d'action à mettre en œuvre de front pour parvenir à ses buts.

Si les conceptions énumérées ci-dessus peuvent être jugées par certains comme empreintes d'un « paternalisme » quelque peu anachronique, si leur négation du phénomène nationaliste, qui enfievre des secteurs entiers de l'Asie et de l'Afrique, peut être mise en question, si l'efficacité et même la possibilité pratique de « l'intégration » comme solution définitive du problème algérien peut être discutée, on voit qu'il faudrait se garder de croire que l'Armée soit liée en Algérie au camp des ultras. L'Armée revendique au contraire la paternité des manifestations franco-musulmanes ayant, après le 13 mai, abouti à la proclamation de l'égalité des droits des deux communautés.

L'armée et la politique.

Le droit des militaires d'avoir une conscience politique n'est plus en question : il a été reconnu le jour où le devoir électoral a été étendu aux membres de l'armée.

Mais les événements récents démontrent que l'armée, en tant que corps, a tendance à ne plus vouloir être seulement une force passivement obéissante entre les mains du pouvoir central. Ils ont démontré aussi les menaces qu'un divorce entre l'armée et la politique pourrait faire peser sur la paix civile.

La faiblesse de l'exécutif, en un moment où les épreuves subies par la nation exigeaient plus que jamais un État capable d'autorité, expliquent pour une large part la crise actuelle. Cette constatation indique également où trouver le remède.

L'armée, dans son immense majorité, souhaite certainement voir rétablie l'autorité de l'État et revenir à ses traditions de discipline.

Parallèlement à l'effort de restauration de l'État, il est donc indispensable de vaincre la méconnaissance mutuelle, qui a toujours été plus ou moins à l'origine des difficultés qui s'élèvent périodiquement entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire.

L'armée se plaint de ne pas être assez consultée sur la politique à suivre dans les affaires où elle estime être mieux que quiconque en mesure d'apprécier sagement et objectivement les données des

problèmes à résoudre, alors que n'importe quel journaliste de profession ou d'occasion a toute liberté d'exprimer une opinion plus ou moins superficielle-ment fondée. Ainsi en Algérie, où par suite de l'état d'insécurité généralisée, propre à la guerre subversive, le retrait des agents civils laisse les militaires seuls à disposer d'un contact étroit et permanent avec la population et à pouvoir en enregistrer et en guider les aspirations.

Inversement, les politiques, en redou-

tant l'armée et en ignorant ses problèmes, spécialement au moment où les formes nouvelles de la guerre révolutionnaire exigeraient une coordination étroite de l'action des autorités civiles et des autorités militaires, et où, plus que jamais, selon le mot de Clausewitz, la guerre est la « politique continuée par d'autres moyens », ont eu tendance à réclamer d'elle l'impossible, à la laisser seule face à face avec des problèmes posés en termes insolubles.

Mais l'armée doit comprendre à son

tour qu'elle ne possède elle-même qu'une partie des éléments de la solution des problèmes qu'elle affronte, et que les débats des politiques, chargés de réaliser la synthèse des besoins et des moyens de la nation, ne sont pas toujours, comme elle a trop tendance à la penser, de simples querelles de rhéteurs.

De cet effort de compréhension réciproque qui demande surtout de la bonne volonté dépend la sauvegarde définitive de la paix civile et de la légalité dans notre pays.

CIVISME ET BIEN COMMUN

EN ces temps troublés où l'équivoque entoure certains comportements et où l'incertitude atteint certaines consciences, il n'est pas inutile de réfléchir sur les notions essentielles de civisme et de bien commun, si l'on veut bien admettre que « le centre de toute politique, c'est le bien commun de la société et que le moteur de l'esprit civique, c'est le sens du bien commun ».

Les cris d'alarme dénonçant la dégradation de l'État, les déficiences de l'exécutif et du législatif, la détérioration de l'esprit public ne datent pas d'aujourd'hui. Depuis sa création, *France-Forum* a lancé de nombreuses mises en garde. Les Semaines Sociales de France consacraient, en 1954, leur session de Rennes à l'examen des aspects et des causes de la crise du civisme et de la crise du pouvoir. Le Comité théologique de l'Archevêché de Lyon publiait, en juin 1957, une note sur « la conscience chrétienne devant l'incivisme », dans laquelle la perte du sens du bien commun était mentionnée comme une des sources principales du malaise français.

Mais qu'est-ce donc que le civisme ? Jean-Yves Calvez le définit ainsi dans « la Revue de l'Action Populaire » : « Le civisme est la vertu du dévouement au bien commun de la cité. Il est corrélatif de la fierté que le citoyen tire de sa participation à la vie de la cité, de l'honneur ou de la dignité concrète que lui confère son appartenance à la cité... Le civisme s'exprime à la fois dans un sens de la responsabilité qui fait accomplir au citoyen les tâches que lui reconnaît la Constitution dans la formation du gouvernement et de la politique, et dans une obéissance qui le pousse à se

dévouer au bien commun, tel qu'il est défini positivement par le gouvernement légitime... Le civisme consiste dans une mesure d'adhésion, de discipline et de loyauté pratique suffisante pour qu'on ait le droit également, en cas de violation de droits véritables, de s'insurger, au besoin par l'illégalité ».

La « Chronique Sociale de France » (2^e cahier de 1958) nous invite à une réflexion active sur des questions aussi cruciales que les exigences actuelles du bien commun, le problème de la réforme des institutions, les responsabilités des citoyens dans la vie civique et politique, l'éducation du civisme par l'École et les initiatives privées. L'essentiel du numéro réside dans la reproduction d'une très récente étude du Comité théologique, de Lyon où sont signalés les scandales permanents que constituent : l'impuissance d'un État à la fois envahissant et envahi, colonisé par les groupes d'intérêts et de pression, l'empiètement des puissances économiques sur le domaine politique réservé à l'État, la dégradation de l'esprit de parti en esprit partisan, l'inconscience des groupes d'intérêts ou des partis, l'incivisme de vastes secteurs de l'opinion.

Pour restaurer l'esprit civique, le Comité théologique propose un effort constant d'information complète et loyale accompagné d'une politique de formation méthodique de l'opinion française.

La carence de l'éducation civique est particulièrement évidente et préjudiciable chez les enfants et les jeunes. Notre ami René Rémond avait déjà déploré cette situation : « Rien n'est fait, a-t-il écrit, pour préparer la jeunesse

à prendre une vue plus exacte des problèmes et des conditions de la vie politique : l'éducation du civisme, tâche capitale, dont dépend l'intégration de la jeunesse à la vie nationale, est pratiquement laissée à l'abandon. L'Enseignement se désintéresse trop souvent de la formation des citoyens ».

A cette critique, Albert Samuel, instituteur, répond par des réflexions nuancées et pertinentes. L'école, dit-il en substance, doit être un foyer de civisme, et l'éducation civique ne se sépare pas de l'éducation patriotique. Mais on ne peut former des citoyens lucides, libres et responsables, que dans le cadre d'une démocratie effective. « Les censeurs de l'incivisme des Français et de l'Université, observe Albert Samuel, sont trop souvent les mêmes qui s'accommodent aisément d'une démocratie formelle ou refusent, au nom même de cet incivisme, qu'ainsi ils entretiennent, la promotion d'une démocratie véritable. »

Apprentissage de la liberté, initiation à la vérité, tels apparaissent les principes directeurs de l'enseignement de ce civisme dont le pays a tant besoin, et que l'école devrait s'attacher à inculquer à tous.

Tandis que je rédige cette Revue des Revues, des événements graves secouent la Nation, des jours difficiles s'annoncent. Ne peut-on espérer qu'à la lumière des circonstances présentes se manifestent un renouveau du civisme et une renaissance d'un patriotisme accordé aux impératifs du Bien Commun ?

HENRI BOURBON.

Cinéma

● « MON ONCLE », DE JACQUES TATI

Dans l'hebdomadaire *Forces Nouvelles*, Henri Bourbon porte sur *Mon Oncle*, de Jacques Tati, des appréciations enthousiastes mais contestables : « Cri d'un homme libre qui ne veut pas

Jugeons d'abord ce film tel qu'il se présente au spectateur moyen, c'est-à-dire comme un divertissement. Un facteur déterminant place l'œuvre de Jacques Tati au firmanent des œuvres cinématographiques

ont complètement discrédité un genre qui n'honorait guère le cinéma français.

Vint Jacques Tati.

Son mérite est de s'être imposé dès son premier film *Jour de Fête*, d'avoir persévéré avec *Les vacances de M. Hulot*, d'avoir triomphé justement à Cannes avec *Mon Oncle*. Ces trois films méritent droit de cité dans les ciné-clubs. Charlot ayant découvert le film parlant et ses périls, Jacques Tati, à l'époque du cinémascope et d'autres cinépanorama, découvre les vertus du film semi-muet.

M. Hulot c'est-à-dire « l'oncle » est un philosophe à la façon de Georges Brassens, première manière. Il a l'amour des greniers, de la grande ceinture de Paris, des ruelles, des petites places, des bistrotts, de l'accordéon, des vieux lampadaires : voilà pour « l'homme libre. »

Face à lui son beau-frère, gros industriel qui a étudié les méthodes de Taylor, mécanise et plastifie tout ce qui l'entoure... y compris la robe de chambre de sa femme : voilà pour « l'homme robot ». Un enfant a le choix entre le confort à l'automation et la compagnie de l'oncle bohème. Naturellement, il choisit « son oncle » et paraît même réussir à convertir son père!... Liberté du poète ou esclavage d'un monde mécanisé, nous dit-on. Personnellement, nous repoussons l'alternative.

Homme-libre, le poète de la Butte ? D'abord l'espèce est rare. Si elle se multipliait, sa seule issue serait de descendre de Montmartre sous les ponts de Paris.

Quant aux hommes-robots, à l'esclavage du monde mécanisé, il ne faut rien exagérer. Le solide bon sens français est un rempart suffisant contre les excès de la photo-électricité.

Nous sommes franchement hostiles à cette « clef » pour expliquer le film de Jacques Tati. Si l'interprétation d'Henri Bourbon était exacte, le film serait, en effet, singulièrement partiel et partiel, résolument rétrograde. Car il n'évoque aucun aspect de la vie en société, du côté social de l'existence. Il oublie l'essentiel, la voie moyenne de l'homme qui allie l'amour de la machine et le goût de la poésie, qu'elle soit bucolique ou montmartroise.

Mais nous ne pensons pas qu'il y ait d'autres clefs que l'esprit et la fantaisie à ce chef-d'œuvre délicieux tout imprégné d'humour poétique, tendre et délicat.

FRANÇOIS GARCIA.

Vint Jacques Tati.

devenir un homme-robot, protestation ironique, lucide et sans illusion, d'un rêveur qui, dans un univers voué au culte de la rationalisation, de la productivité, de l'automation, défend les droits menacés des rêveurs, des flâneurs, des fantaisistes, des poètes, des distraits, des naïfs. Ce film n'annonce-t-il pas en effet la proximité des temps inhumains et glacés où l'individu sera finalement l'esclave satisfait du monde mécanisé qu'il a créé ? »

graphiques françaises : la grande médiocrité des films comiques dans un pays où l'esprit est l'une des choses les mieux partagées. Fernandel, Bourvil, Darry Cowl... peut-on affirmer que ces acteurs, que les metteurs en scène qui les ont utilisés, ont contribué au rayonnement de l'esprit français ? Notre religion est faite, nous répondons par la négative. Le jeu de mots, le calembour, le balbutiement, la grimace, les vaudevilles plus ou moins déshabillés

- " Mon oncle ", un film de Jacques Tati primé au festival de Cannes.
- " Procès à Jésus ", une pièce tragique de Diego Fabbri.
- " Les Trésors du Pérou " au Petit Palais.
- Dimitri Chostakovitch à Paris.

Théâtre

● « PROCÈS A JÉSUS » DE DIEGO FABBRI.

Depuis plusieurs semaines, le théâtre Hébertot est transformé en prétoire. Le procès qui s'y déroule est d'une actualité qui durera jusqu'à la fin des temps : était-il un imposteur, ce Jésus qui se disait le Fils de Dieu ?

Pour traiter ce thème, Diego Fabbri s'est inspiré de l'initiative prise entre les deux guerres mondiales par un groupe d'Israélites anglo-saxons qui portèrent devant le public, sous la forme d'un débat contradictoire, auquel tous étaient invités à participer, la question suivante : « Le Sanhédrin a-t-il bien jugé Jésus selon les lois juives ? » L'auteur ne s'est pas limité à ce problème de droit typiquement judaïque, il a élargi le procès, l'a intériorisé et lui a donné des dimensions vraiment tragiques. « Pourquoi nous, Juifs, depuis deux mille ans, avons-nous été persécutés ?... Est-ce à cause de cette croix ? De cette croix qui fut élevée un soir sur le Calvaire ? » La première partie du drame est une sorte de reconstitution et de rétrospective de la vie du Christ faite par des hommes du XX^e siècle qui tâchent de s'identifier aux personnages de l'Évangile. Dans la seconde partie du spectacle, le débat s'actualise par la participation du public et il prend ainsi un ton nouveau et pathétique, une ampleur émouvante, une signification plus intime. C'est l'interrogation anxieuse, passionnée, véhémence, lancée par l'incroyant qui donne à la discussion l'orientation cruciale : « Ce monde où nous vivons, est-il chrétien ? Est-il chrétien dans ses œuvres ? L'est-il même dans ses intentions ?... Je ne trouve pas l'homme nouveau, je ne trouve pas l'homme chrétien. C'est justement l'homme qui n'a pas changé après le passage du Christ ! La voilà, la réalité épouvantable, désespérante... Je ne peux accuser les hommes de n'être que ce qu'ils sont si, Lui, il n'a pas su les faire autres ! J'accuse ceux qui prétendent posséder la vérité et qui, au nom de cette vérité, répandent de fausses et menteuses espérances. » Ce Christ renié, discuté, bafoué, adoré, la pièce de Diego Fabbri exprime, avec force, à quel point Il hante l'esprit des hommes. Le succès populaire de *Procès à Jésus* prouve que dans ce monde moderne, où tant de philosophes modernes ont proclamé la mort de Dieu, l'inquiétude spirituelle et le sens du sacré ne sont pas

J.-M. Amato, à gauche

Dieu est-il mort ?

morts. La nostalgie de la Foi demeure chez tous ceux qui sentent plus ou moins confusément qu'en ce siècle de l'atome et de la cybernétique la raison, apparemment triomphante, ne rend pas compte de l'homme.

Adaptée dans une langue claire et belle par Thierry Maulnier, habilement mise en scène par Marcelle Tassencourt, l'œuvre sincère, inégale et ambitieuse du

catholique Diego Fabbri est parfaitement servie par J.-M. Amato, F. Spira, Dora Doll et toute la troupe. Il faut dire cependant que rien dans le style, ni dans le ton, de " Procès à Jésus " n'évoque Claudel, Bernanos ou les mystères du Moyen Age ; dans le théâtre chrétien, cette pièce se situe à un niveau honnête, sans plus.

HENRI BOURBON.

Expositions

● LES TRÉSORS DU PÉROU

Qui n'en a rêvé dans son enfance, de ces trésors du Pérou? Pérou mythique et cruel, chargé d'or et tourmenté de rites sanglants. Le voici au Petit Palais dans sa réalité quand même bien différente. On ne saurait trop louer cette exposition. Non seulement sa présentation est remarquable (que dire de la salle de velours bleu sombre où transluissent comme au fond des mers des masques et des vases d'or pur!) mais c'est toute une civilisation qu'on nous offre, avec ses bijoux, ses œuvres d'art,

éclatement des formes, mêmes lacis vaguement anthropomorphes.

Avec les siècles, ce courant religieux l'emporte. Les poteries paysannes empruntent son décor tourmenté. Jusqu'à l'invasion espagnole où un baroque de délire paraît le capter. Il s'évacue dans des autels surchargés d'or, des cadres incrustés de miroirs. Du coup, le style artisanal s'en libère. Il retrouve sa joie et son observation malicieuse.

Ne parlons pas d'un XIX^e siècle pompeusement hideux, mais du XX^e dont les œuvres picturales sont intéressantes. De beaux abstraits se chargent d'étrange cruauté religieuse. Parmi les figuratifs, Rosas traduit en pathétique le même envoûtement. La civilisation péruvienne qu'on nous présente au Petit Palais est vraiment une civilisation vivante.

GEORGES LE BRUN KÉRIS.

Disques

● UN RUSSE A PARIS

La scène du Palais de Chaillot a récemment accueilli, au cours de deux soirées consécutives où se pressait le Tout-Paris, le plus grand compositeur soviétique actuel: Dimitri Chostakovitch. Ces concerts, dont l'importance ne saurait échapper, ne furent pourtant pas totalement convaincants. Certaines *Fugues pour piano* d'une insignifiance navrante furent jouées sans grand éclat par le compositeur. Mais les deux séances s'achevèrent par une grande « première » : la présentation au public français de la 11^e *Symphonie* « 1905 » interprétée par notre Orchestre National sous la baguette d'André Cluytens.

Grâce à la firme Pathé-Marconi, le disque a été associé à cette importante audition, et d'une façon assez sensationnelle : après l'enregistrement effectué en présence du compositeur, la réalisation technique du disque a nécessité moins de quarante-huit heures; le 27 mai, à 8 h. 30, aux usines Pathé-Marconi de Chatou, la bande magnétique de la face 1 était placée sur un magnétophone, et le lendemain, 28 mai,

à 20 h. 30, les premiers enregistrements de la 11^e *Symphonie* étaient mis en vente au Palais de Chaillot! Une belle performance pour la technique française.

La 11^e *Symphonie* de Chostakovitch est une vaste fresque relatant, presque heure par heure, la Révolution Russe de 1905: quatre mouvements se succèdent *Place du Palais, Le neuf janvier, Requiem et Le Tocsin*. Pour exprimer la Révolution, le compositeur n'emploie pas un langage musical révolutionnaire, mais il suit scrupuleusement les principes de l'orthodoxie soviétique: musique simple, qui frappe l'imagination, vivante et colorée. C'est une longue partition, mais nullement ennuyeuse, car Chostakovitch connaît parfaitement toutes les ressources de son art et il parvient à communiquer un souffle puissant à toute l'œuvre. Ajoutons enfin que l'enregistrement qui associe donc les noms d'André Cluytens et de l'Orchestre National est de très grande classe.

Un autre excellent enregistrement de Chostakovitch nous est proposé par Philips: il est dirigé par Efrem Kurtz et se compose de la 9^e *Symphonie* et du *Ballet Russe* (L. OI. 338).

Vierge de la Chandeleur (Coll. José A. de Laval)

“ l'autre monde ”

mais aussi ses bateaux de paille et ses costumes multicolores.

Toute une civilisation qui nous est plus qu'aucune autre exotique. Nous devons beaucoup à l'art nègre comme à l'art japonais: le Pérou est vraiment pour nous l'autre monde.

Et cette civilisation se coupe, dès sa préhistoire, en deux courants. Un robuste courant paysan s'exprime en poteries pleines de vie et d'humour. Parallèlement coule un courant « métaphysique ». Il est étrange, cruel, tout en arabesques entrecoupées d'angles douloureux. N'a-t-il pas sa source en dehors du terroir péruvien? Il rappelle étrangement les bronzes archaïques chinois: même

Dimitri Chostakovitch

Pas révolutionnaire, mais pas ennuyeux.

- LES ATOUTS FRANÇAIS, par Emmanuel Hamel.
- CE QUE JE CROIS, par Pierre Hervé.
- POUR UNE RÉCONCILIATION FRANÇAISE, LAICITÉ XX^e SIÈCLE, par Albert Bayet.
- L'ISLAM ET LES MUSULMANS D'AUJOURD'HUI, par Pierre Rondot.

LES ATOUTS FRANÇAIS (1)
par E. Hamel

Il semblera peut-être à certains, pleins du tumulte des événements politiques, qu'un livre consacré aux plus belles réalisations de la technique française, en métropole, outre-mer ou à l'étranger, est sans doute intéressant, mais quelque peu hors de saison.

En cette période « historique », n'est-il pas déplacé, dans une collection qui se veut à la pointe de l'actualité, de s'attarder à dissenter des différentes techniques de barrage hydroélectrique, ou des dernières innovations de l'électronique française ?

Mais le mérite de l'auteur est d'appeler l'attention sur ce qui, dans l'avenir, apparaîtra sans doute comme l'une des transformations les plus profondes et les plus inattendues de la France d'après la seconde guerre mondiale.

Il était classique, il n'y a pas si longtemps, de déplorer l'indifférence, sinon l'indolence d'une France pourtant comblée de dons, face à l'évolution matérielle du monde. Brusquement, sans que l'opinion en ait encore bien pris conscience, le décor familial a disparu. Plus que d'une évolution simplement technique ou même économique, il s'agit — et E. Hamel a raison de le noter — d'un véritable changement de mentalité. Aujourd'hui le Français voyage. Il est chef de famille nombreuse. Il participe de plus en plus au rythme trépidant de l'industrie moderne. Les statistiques relatives à la productivité ou à la durée moyenne du travail traduisent, en même temps que l'acharnement au travail, le souci permanent d'accroître les rendements. La place nouvelle réservée aux investissements, la vive émulation qui règne en matière d'innovations techniques infirment de plus en plus le portrait traditionnel du chef d'entreprise conservateur et protectionniste, du financier timoré et hostile aux changements.

De fait, l'étranger a perçu, probablement plus tôt que nous-mêmes, les manifestations et la portée de cette révolution. E. Hamel cite de nombreux exemples de réalisations qui, sur tous les continents, témoignent de la science de nos ingénieurs et du niveau international de nos techniques. Ce dynamisme, joint notamment à celui de l'Allemagne

ou de l'Italie, explique pour une grande part les espoirs que les uns et les craintes que les autres attachent à l'institution de la Communauté économique européenne, dont le potentiel économique sera en effet considérable. Après avoir suscité de vives querelles et parfois beaucoup d'hésitations, l'idée européenne a fini par triompher en France même où les divers milieux intéressés et l'opinion en général admettent maintenant que la réalisation de l'unité européenne constitue désormais la seule chance pour notre pays de continuer à jouer les premiers rôles dans l'économie et, par suite, dans la politique mondiale.

De la puissance économique découlent

dans ce livre publié au début de l'année, que, pour s'être imposé un fardeau politique trop lourd, incompatible avec l'état de son économie, la France connaît « une terrible atmosphère de haine et de mépris entre le peuple et le pouvoir ».

Ainsi, le livre d'E. Hamel rejoint l'actualité brûlante et, à sa manière, rappelle que le chemin de la grandeur passe obligatoirement par le développement économique. C'est en définitive au rythme de celui-ci que l'on mesure aujourd'hui la réussite ou l'échec politique.

S'il insiste principalement sur les lumières, E. Hamel ne songe pas à dissimuler les ombres du tableau. C'est même le paradoxe de la France d'aujourd'hui que de permettre la coexistence de tant de vitalité et de tant d'insignes faiblesses telles que les déficits chroniques du budget et de la balance des paiements. En ce dernier cas, le déséquilibre redevient périodiquement si grave qu'il menace, chaque fois, de rompre brutalement l'essor économique.

Peut-être aurait-il fallu davantage insister sur les causes d'une telle situation. L'énumération des prouesses de la technique française ne doit pas masquer le fait capital que, pour un certain nombre de produits industriels et par rapport aux exportations des autres grandes puissances ou même de nos partenaires européens, le pourcentage de nos exportations est dérisoire et ne correspond en aucune façon à nos possibilités véritables.

Une information plus complète et plus quotidienne de l'opinion sur ces problèmes faciliterait sans doute la tâche des pouvoirs publics en contribuant à l'acceptation des disciplines nécessaires.

Ce serait en tout cas commettre un grave contresens que de croire que via et politique économiques puissent aujourd'hui se dérouler hors du champ de l'Histoire.

J. AUBRY.

La France rajeunit et gagne.

Emmanuel Hamel

aujourd'hui pratiquement toutes les autres. *France-Forum* a souligné plus d'une fois l'importance actuelle de ces problèmes dans la vie politique intérieure ou internationale. Andrew Shonfield, rédacteur à l'*Observer*, dès les premières lignes de son récent ouvrage « La Politique économique de la Grande-Bretagne depuis la guerre », insiste sur le fait qu'à ses yeux l'économique est, en ce milieu du siècle, le problème politique le plus important que le Royaume-Uni ait à résoudre.

Shonfield cite même à ses compatriotes le cas de la France comme un exemple... à ne pas suivre. Prophétique, il ajoute,

CE QUE CROIT PIERRE HERVÉ

PIERRE HERVÉ a eu la chance de se « déstaliniser » un peu avant la divulgation du fameux « rapport secret » de M. le premier secrétaire du parti communiste de l'U. R. S. S. au XX^e Congrès dudit parti. Pour d'autres motifs que M. Nikita Khrouchtchev et avec de meilleures raisons, il avait dénoncé un fétichisme absurde et cruel qui se

(1) Plon, Tribune Libre.

On s'interroge quand même, naturellement avec une grande sympathie, sur la portée de cet effort de purification, loyal et émouvant. Pierre Hervé a-t-il bien mesuré jusqu'où pouvaient aller ses réflexions critiques sur le marxisme ? Il ne suffit pas de distinguer le marxisme du « matérialisme bête » et de s'emporter contre un certain « scientisme grossier » pour sauver le marxisme en tant que philosophie, sinon en tant que méthode d'analyse économique-sociale. A plus d'une reprise, on a l'impression qu'il ne faudrait pas pousser très loin la logique (ou la dialectique) de Pierre Hervé pour réduire en poussière le marxisme originel lui-même.

Pierre Hervé reproche à Lénine d'avoir trahi Marx en se plaçant « sur les positions du nihilisme russe » et d'avoir été, « en adoptant à l'égard de la morale le point de vue de Bakounine, à l'origine d'une perversion monstrueuse de l'idéal socialiste, illustrée par l'histoire du parti communiste russe depuis un quart de siècle ». Mais cette perversion était-elle évitable ? Sans doute, Staline, c'est Marx devenu fou, — mais, si déjà Lénine avait trahi Marx et si le marxisme originel se prêtait si bien à cette trahison et à cette perversion, que doit-on retenir, honnêtement, de Marx ?

Et quand Pierre Hervé, dans une très belle formule, dit que « l'homme est d'autant plus libre qu'il fait servir les nécessités objectives à la réalisation de ses propres buts », où trouve-t-on caution, chez Marx, d'une telle maxime ? S'aperçoit-il qu'en un autre langage il vient de dire que l'homme a une destinée personnelle, qu'il la choisit librement ou l'accepte comme une vocation et qu'il fait servir le monde des choses à la réalisation de cette destinée. En quoi ce propos relève-t-il du « matérialisme historique » ? N'est-ce pas dire que l'homme n'est pas esclave d'une fatalité, qu'aucun déterminisme de la matière ne prévaut contre la libre détermination de sa volonté, que l'histoire n'est pas un enchaînement nécessaire et contraignant d'événements et d'anecdotes sur quoi la volonté de l'homme n'a pas de prise ? Faut-il dire alors (oui, il le faut) non seulement que le « matérialisme bête » est absurde, mais que le matérialisme historique est dépourvu de justifications objectives ?

Et quand Pierre Hervé avoue révéler « ce qu'il y a de spécifique dans notre civilisation occidentale », c'est-à-dire la liberté, qui « est une exigence fondamentale de la dignité de l'homme » et qui « ne peut exister que garantie par le droit », voit-il bien qu'il s'exclut de la tradition marxiste, tout au moins de la tradition du marxisme historiquement connu ? On n'en finirait pas d'interroger

Il n'est pas si facile d'être matérialiste.

Pierre Hervé

réclamait d'une orthodoxie prétendument marxiste. Ce « marxisme »-là, c'était l'opium du prolétariat. Il fallait le renier. Ce qui fut fait.

Il fallait aussi, après l'abjuration, se donner une foi nouvelle et dire les raisons de croire. Car personne ne se passe de religion. C'est ce que vient d'essayer Pierre Hervé en écrivant *Ce que je crois* (1). On lit ce petit livre avec plaisir en dépit de l'aridité de quelques raccourcis... qui n'ont pas la grâce des Propos d'Alain. La lecture achevée, et même relus certains passages de belle venue, se demande-t-on ce qu'on a appris d'original et de nouveau sur le marxisme et ce que le marxisme, comme science de l'action, a gagné à se réfracter à travers ce communiste réprouvé ? On sera peut-être déçu. Mais de cette déception on ne doit pas faire grief à l'auteur : il joue loyalement le jeu dont il pose la règle fondamentale dès les premières lignes : « *Je suis matérialiste.* »

Il est « matérialiste » ? C'est vite dit. Il n'est pas facile d'être matérialiste quand on a de l'esprit. Pour démontrer

le primat de la matière, il faut commencer par affirmer le primat de l'esprit, ce qui met à la gêne la pensée la plus réfractaire à l'idéalisme. Aussi voit-on Pierre Hervé se dépêtrer au plus vite de cette difficulté : à la première page, il nous dit que son matérialisme est une foi, qu'il a plus de motifs que de raisons d'y croire, bref qu'il lui est plus commode d'être matérialiste que de ne l'être pas.

Il faut s'y résigner : ce n'est pas Pierre Hervé qui aura réussi la première démonstration de matérialisme. Après comme avant lui, on ne saura pas avec certitude si la matière peut exister en l'absence d'un esprit qui la pense. On ne saura pas si Lachelier s'est trompé en voyant dans l'Univers une pensée qui ne se pense pas suspendue à une pensée qui se pense. Toutes les questions demeurent : l'Univers sait-il qu'il est intelligible et sait-il même qu'il est ? L'esprit, lui, sait qu'il est parce qu'il se pense lui-même. Et, pensant l'univers, il lui confère, avec l'intelligibilité, l'être. Abîmes de l'idéalisme absolu... Pierre Hervé ne les sonde pas : il les ignore. Mais il ne guérira personne de ces vertiges-là...

(1) Pierre Hervé, *Ce que je crois*, 1 vol., 192 p. (Paris, Grasset, 1958).

Pierre Hervé sur ses raisons de croire — qui sont des raisons de croire à tout autre chose que ce qu'il dit qu'il croit. On lui chercherait chicane aussi sur certaines simplifications qu'il attribue aux « populistes chrétiens ou populistes existentiels », trop enclins à se gargariser des « balançoires des staliniens » sur « la classe et la conscience de classe »... Ce serait trop triste de penser que ces « populistes » sont à ce point « staliniens » qu'ils confondent, eux aussi, la conscience de classe avec le « fanatisme de secte ». Mais après tout, c'est à eux de faire là-dessus leur examen de conscience et peut-être Pierre Hervé, qui est orfèvre, aura-t-il autorité pour les encourager à se donner des airs intelligents autrement qu'en faisant des contorsions devant l'arche d'un marxisme gangrené. M. SCHERER.

LAICITÉ XX^e SIÈCLE (I) par Albert Bayet

C'EST avec un certain espoir que l'on abordera le dernier livre de M. Albert Bayet. Son titre : *Pour une réconciliation française, — Laïcité XX^e siècle*, ne nous annonce-t-il pas une nouvelle doctrine de la laïcité, adaptée à notre époque, et susceptible de transformer en un ferment de coopération un problème qu'on a appelé avec raison la « pomme de discorde » entre les Français ? Ces promesses, l'ouvrage lui-même les tient-il ?

L'effort essentiel de M. Albert Bayet consiste à rechercher une définition moderne du vrai, du juste, du beau correspondant à l'esprit général de notre époque et susceptible d'être acceptée par tous, croyants et non-croyants.

En effet, affirme l'auteur, la laïcité XIX^e siècle se plaçait sous le signe de la tolérance, fait nouveau après les intransigeances des siècles passés. Les éducateurs laïques, soucieux de fonder leur enseignement rationnellement, en dehors de toute référence religieuse, avaient recherché du côté des sciences les bases solides d'une neutralité incontestable.

Mais, poursuit Albert Bayet, un péril menaçait cette conception de la neutralité : la confiance absolue en la science ne risquait-elle pas de réduire à opter pour un absolutisme scientiste aussi rigoureux que l'absolutisme théologique ?

Heureusement, répond l'auteur, c'est la science elle-même qui a levé l'obstacle et vengé la liberté menacée. En effet, le rationalisme scientifique se trouve remis en question par les découvertes de la physique contemporaine. Bien plus, en tous les domaines, c'est grâce aux francs-tireurs qui ont heurté ce qui était établi comme « vérité vraie » que l'homme est allé de l'avant. Aussi les progrès de la science moderne ont-ils

porté eux-mêmes la laïcité au-delà de la tolérance en nous révélant non seulement la relativité des dogmes scientifiques, mais encore les vertus du non-conformisme.

Cependant, ne débouche-t-on pas alors sur le scepticisme total ? Comment sortir du dilemme ? L'issue, répond Albert Bayet, nous est offerte par la sociologie. Pour le sociologue, la « vérité » ne se définit pas par référence à une notion absolue de la réalité de l'être, mais par référence à la vision qu'en a, à une époque déterminée, le groupe humain dont il s'agit. Ainsi, dit-il, devons-nous reculer devant l'idée que, sociologiquement, le communisme peut être « vrai » à Moscou, l'anticommunisme « vrai » à Washington ? La sociologie nous fait comprendre à la fois la raison de la tolérance et du pluralisme puisque les concepts propres à une époque et à un groupe déterminés sont essentiellement contingents, et l'utilité néanmoins d'enseigner avec objectivité l'état des connaissances de la société dont nous faisons partie, parce qu'il est représentatif des conceptions communes de ses membres et adapté à leurs besoins particuliers.

Délaïciser la laïcité.

Albert Bayet

Telle est la thèse essentielle de l'ouvrage de M. Albert Bayet. Du point de vue philosophique, nous ne pouvons évidemment l'approuver. Ce relativisme sociologique nous apparaît accumuler tous les dangers : celui à la fois de diluer la vérité, en ne lui donnant aucune référence absolue, et celui de la rendre en même temps contraignante à l'extrême au nom de la pression collective. Le principe évangélique de la distinction de Dieu et de César est certes plus laïque que ce sociologisme qui fait de César un dieu aux mille visages !

L'ouvrage d'Albert Bayet apporte surtout une nouvelle preuve de la crise actuelle de la laïcité. La part d'éducation qui incombe à l'école laïque ne peut plus se baser sur cette bonne vieille morale qui, au temps de Jules Ferry, faisait l'accord de tous les Français. Et que devient la « laïcité de valeurs communes » qu'on a préconisée depuis, alors qu'une large part du corps enseignant de notre pays adhère au marxisme dont on sait le sens qu'il confère aux notions de liberté, de justice, d'altruisme !

Peut-être doit-on tenter néanmoins de définir un nouveau patrimoine de valeurs communes. Mais sans doute

y aura-t-il lieu surtout de ne pas oublier que l'école est pour l'enfant sa première expérience de vie sociale, qu'il attend de son maître non seulement d'enrichir son savoir, mais d'apprendre comment orienter son existence, et que la façon dont on l'aura fait vivre en groupe entre six et quinze ans le marquera plus profondément que ne le feront les connaissances acquises.

L'important renouveau pédagogique, basé sur les progrès de la psychologie moderne, qui s'impose de toute évidence à notre enseignement, amènera peut-être ceux qui sont en quête de vérité à la chercher en fonction des lois profondes de l'être humain. Il exige, en tout cas, l'apport de nombreux éducateurs de toutes croyances, de toutes opinions.

Si certaines positions exprimées par le président de la Ligue de l'Enseignement, au cours de sa démonstration, nous semblent ouvrir la voie à une tolérance accrue, notamment son affirmation que « laïcité n'est pas rationalisme », si son appel aux diversités, non plus « tolérées », mais « souhaitées », parce que facteurs de progrès espéré, nous paraît aller dans le sens d'une « laïcité de confrontation » recherchée loyalement par certains, nous devons souhaiter que ce message ne se révèle pas illusoire et qu'il soit entendu.

GERMAINE SAUVAGE.

(1) Hachette.

L'ISLAM ET LES MUSULMANS D'AUJOURD'HUI par Pierre Rondot

DIRE qu'« un livre vient à son heure », cela fait « Semaine Religieuse ». C'est un cliché. Comment ne pas l'employer pourtant à propos du livre de M. Pierre Rondot : *L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui* ? Cet ouvrage était nécessaire. J'ai trop souvent regretté, quand on me demandait par quel ouvrage aborder l'Islam, de ne rien pouvoir conseiller. *L'Islam contemporain*, de Le Tourneau, est excellent, mais il date d'il y a huit ans, et ces huit ans ont beaucoup pesé. Autrement nous ne possédions que des œuvres savantes, comme la *Cité Musulmane* de Gardet, réservées sinon aux seuls « spécialistes », du moins à quiconque possédait déjà une culture islamique. Les travaux d'un Gaudefroy-Denomy sont d'une importance capitale, mais d'un abord déjà

difficile. Avec le livre de Pierre Rondot, nous possédons enfin un manuel qui expose ce qu'est l'Islam et analyse le fait politique musulman.

Et nous ne pouvons avoir trop d'éloges pour un ouvrage à la fois si simple, si clair et si nourri. Tout s'y trouve. Sous une forme modeste, c'est une somme. Une bibliographie très bien étudiée et des tableaux chronologiques le complètent. Il en devient le point de départ de toute référence à l'Islam.

Or cette référence s'impose. L'ignorance que les Français ont de l'Islam comme du monde musulman est un paradoxe, sinon un scandale. Nous n'en sommes peut-être plus au point de Voltaire qui dans sa critique de Corneille parle des « statues des temples mahométans », mais c'est tout juste. C'est pourquoi, au temps de l'Exposition coloniale, a connu un réel succès le slogan de « la France, puissance musulmane ». Vingt-cinq millions de musulmans sous notre drapeau n'ont jamais donné un caractère islamique à la France, et nulle part les musulmans ne s'y sont trompés. Mais aujourd'hui, quand nous parlons de l'Algérie, ne commettons-nous pas d'aussi fâcheux contre-sens ?

Vraiment, peut-on tout ignorer de l'Islam quand s'étire aux frontières du monde libre, dans les régions les plus pauvres du monde, mais aussi les plus stratégiquement importantes, un peuple-ment de quatre cents millions d'âmes ? Quand de Djakarta jusqu'à Rabat, ces hommes commandent beaucoup de notre destin ? Quand, entre l'U.R.S.S. et le monde libre, ils sont l'enjeu ? Quand non seulement l'Afrique du Nord, mais presque 50 % de l'A.-O. F. et 25 % de l'A. É. F. sont convertis à l'Islam ? Quand la carte du pétrole, pour une part prépondérante, coïncide avec la carte musulmane ? Quand Dakar, Tanger, Bizerte, Suez s'inscrivent en terre d'Islam ? Quand notre affaire d'Algérie, enfin, est d'abord une question musulmane ?

Notre ignorance est à l'origine de toutes les erreurs que nous commettons sur ce dernier point. Si toutes les solutions qu'on nous propose comportent, soit des impossibilités, soit de tels risques qu'on ne peut les courir, c'est qu'elles ne tiennent pas compte de la sociologie musulmane. Les événements du 13 mai et la conviction de notre armée nous ont lancés sur la voie de l'intégration. On discute celle-ci pour des raisons financières qui n'ont guère de valeur, car en toute hypothèse l'Algérie, dans les prochaines années, nous coûtera cher, atrocement cher. Mais mesure-t-on le risque d'introduire à l'intérieur de notre vie politique quelque huit millions de musulmans. Ceux qui prônent cette solution pèchent par ignorance ; ils sont si imprégnés de la distinction

chrétienne entre le temporel et le spirituel qu'ils croient n'introduire que des religionnaires d'Allah, et non les hommes d'une conception du monde complexe, avec une politique, une éthique, un civisme, une sociologie inséparables de cette religion ? Ils ne voient pas ce que signifie d'introduire dans notre nation malgré tout chrétienne les hommes d'une autre morale, respectable certes, mais dont les normes nous sont étrangères ? Quatorze siècles d'Islam ne seront pas dissous par dix années d'école primaire. Tout au plus disparaîtra la foi, ce qui est pourtant le seul point par lequel nous communiquons avec l'Islam !

On oublie un peu trop que toutes les intégrations de l'histoire avaient été précédées d'une conversion de l'intégré aux dieux de la nouvelle Cité.

Mais il faut reconnaître que le fait musulman pèse presque aussi lourd sur les solutions fédéralistes. Plus encore qu'une religion, l'Islam est une communauté, et Pierre Rondot insiste à très juste titre sur ce caractère. Toute terre musulmane subira, quel que soit son statut, l'attraction des autres. N'en déplaise à Marx, cet attrait est plus fort encore que les solidarités économiques — à fortiori que les solidarités politiques. Si bien que tout système fédéraliste sera soumis à une tension encore plus forte.

La survie même de la France se trouve donc aujourd'hui soumise à une connaissance exacte et de l'Islam et de son poids historique, et de sa situation présente. C'est dire qu'il ne s'agit pas seulement de lire l'ouvrage de Pierre Rondot, mais de l'avoir dans sa bibliothèque pour quotidiennement s'y reporter. Quiconque s'intéresse de près ou de loin à la politique doit connaître de l'Islam au moins ce qu'il nous en dit. Éclairés par cette lecture préalable, on pourra sans risque d'erreur aborder une étude plus approfondie des autres ouvrages que Rondot nous cite dans cette bibliographie qui n'est pas la part la moins précieuse de son ouvrage. Les conversations du café du Commerce y perdront, mais une appréciation exacte de ce que peut être une politique française en découlera.

GEORGES LE BRUN KERIS,

(1) Édition de l'Orante.

DESSINS ET PHOTOS

COUVERTURE, Jean-Philippe Charbonnier.
COULOIRS ET COULISSES, Inge Morath-Magnum
Photo.
LES TRAVAUX ET LES JOURS, Jean-Philippe
Charbonnier, Édouard Boubat, NATO,
USIS.
QUESTIONS D'AUJOURD'HUI : 1° Intercontinen-
tale ; 2° United Press, Werner Bischof-
Magnum Photo, Jean-Philippe Charbonnier.
ENQUÊTE, Hélène Jeanbraun-Dalmas.
AU FORUM, Michel Desjardins.
ARTS, Bulloz, Michel Brodsky, Bernard, Gau-
mont-Distribution.

Tous les ouvrages analysés ou non dans
cette revue, ainsi que tous les disques,
peuvent vous être fournis sans frais supplé-
mentaires par le service bibliographique de
« France-Forum ».

(Port et Emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de
« France-Forum » :
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V°.

ÉLOGE DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

par Étienne BORNE

C'EST parler à contre-temps que d'entreprendre un éloge de la Quatrième République; le referendum doit sonner le glas, l'heure n'est pas venue du discours des funérailles; mais, puisque tout le monde s'accorde aujourd'hui pour accabler la malheureuse, et lui prouver qu'elle était indigne de vivre, rompre l'unanimité de ce chœur est élémentaire justice.

LA Quatrième République supporte assez bien la comparaison avec ses aînées; la première, reniant les droits de l'homme, a fait le lit du césarisme; la seconde, après quelques semaines de vaste espoir, a titubé dans le sang de la guerre sociale avant d'être supprimée par le coup d'État bonapartiste; la Troisième a eu plus de durée et de vertu, mais elle est entrée dans le XX^e siècle à reculons, les yeux fixés sur des problèmes dépassés; elle a laissé notre économie s'enliser dans la routine et notre classe ouvrière glisser au communisme; elle a donné, la première, le spectacle de la décadence de l'État, ruiné par la fréquence des crises, et a fini sans honneur après la défaite de 1940. La Quatrième République a eu le tort de ne pas suffisamment répudier l'héritage, mais elle porte devant l'histoire meilleur témoignage.

LA Quatrième République a pour elle d'avoir été la République, car au terme de la guerre, la force des choses conduisait la France, soit à un giraudisme sous protectorat anglo-saxon, soit à une démocratie populaire sous surveillance soviétique. Destin qui nous a été épargné grâce au général de Gaulle et à cette part de la Résistance qui était d'inspiration libérale et chrétienne. Les institutions médiocres qu'elle s'est données n'ont pas empêché la Quatrième République d'entreprendre de grandes choses assez neuves dans notre histoire et par exemple les plans de modernisation et d'équipement ou la construction européenne. Une génération d'hommes politiques issus de la Résistance a fait preuve de plus de générosité et de plus de pensée que les équipes qui occupaient le pouvoir dans l'entre-deux-guerres. Une nécessaire lutte sur les deux

fronts a été menée avec bonne volonté, mais fut constamment paralysée par la complicité de deux factions, celle des vieilleries et celle des folies. Ainsi la Quatrième République est aujourd'hui condamnée à mort et elle va disparaître après avoir trébuché dans la guerre civile.

LE général de Gaulle professe que cette issue est l'accomplissement et de ses prophéties et de la justice immanente. Les mauvaises institutions corrompant les hommes et le régime des partis dégradant l'État, la pièce était jouée. Le lieu commun est réveillé par un grand style, mais l'analyse est partielle, donc partielle et abstraite. La vérité est d'abord que l'action politique a été de plus en plus désertée et vitupérée par les élites naturelles du pays qui se sont trop souvent complues dans l'exercice, au fond tout négatif, de la revendication et de l'exigence. L'état d'esprit agressivement révisionniste, entretenu par le général de Gaulle, a joué lui aussi dans le sens de la démission civique. La Quatrième République n'a pas manqué de grandes consciences qui ont pris leur distance pour lui administrer de fortes leçons; mais elle a manqué de républicains pour la prendre en charge.

LA vérité est ensuite et surtout que la Quatrième République, subissant les fatalités d'un triste passé, n'a pas cessé d'être contrainte à la guerre, presque depuis le jour de sa naissance, de l'Indochine à l'Algérie, et à une guerre contestée et combattue par une partie de l'opinion. Or entre la démocratie et la guerre, il y a une répugnance invincible. *Faites un roi ou faites la paix*, disait en d'autres temps un vieux socialiste. Parce que la République n'a pas su ou n'a pas pu faire la paix, l'armée a imposé le roi. Croire qu'en rédigeant d'autres textes constitutionnels on résoudra une contradiction de cette taille c'est trop accorder à l'infantilisme politique. Le parti de la Cinquième République ne pourra être, si la paix n'est pas prompte, que le parti unique. Voilà pourquoi je reste, quant à moi, du parti de la Quatrième République.